

Nota

(1) Session 2013-2014
 Documents du Parlement. Projet de décret, n°627-1. - Rapport, n°627-2
 Compte-rendu intégral. - Discussion et adoption. Séance du 2 avril 2014.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2014/29338]

3 APRIL 2014. — Decreet tot instemming met het samenwerkingsakkoord van 17 december 2013 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap met betrekking tot de uitoefening van de opdrachten van de Justitiehuizen (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Instemming wordt verleend met het samenwerkingsakkoord van 17 december 2013 tussen de federale staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap met betrekking tot de uitoefening van de opdrachten van de Justitiehuizen.

Art. 2. Dit decreet treedt in werking op 1 juli 2014.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 3 april 2014.

De Minister-President van de Regering van de Franse Gemeenschap,
 R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
 J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
 A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
 J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
 Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
 Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
 Mevr. M.-M. SCHYNS

Nota

(1) Zitting 2013-2014
 Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 627-1. - Verslag, nr. 627-2.
 Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 2 april 2014.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203313]

3 AVRIL 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2008 relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader);

Vu le Règlement (CE) n° 1974/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader);

Vu le Règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil du 28 juin 2007 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant le Règlement (CEE) n° 2092/91;

Vu le Règlement (UE) n° 65/2011 de la Commission du 27 janvier 2011 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil en ce qui concerne l'application de procédures de contrôle et de conditionnalité pour les mesures de soutien au développement rural;

Vu le Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil;

Vu le Règlement (UE) n° 1310/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant certaines dispositions transitoires relatives au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), modifiant le Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les ressources et leur répartition pour l'exercice 2014 et modifiant le Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil ainsi que les Règlements (UE) n° 1307/2013, (UE) n° 1306/2013 et (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne leur application au cours de l'exercice 2014;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, notamment les articles D.4, D.242, D.249 à D.251;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2008 relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 25 novembre 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 décembre 2013;

Vu l'absence d'avis remis dans les délais par la cellule autonome d'avis en développement durable conformément à l'article 11, alinéa 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 octobre 2013 portant exécution du décret du 27 juin 2013 relatif à la stratégie wallonne de développement durable en vue de la mise en place d'une cellule autonome d'avis en développement durable;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale;

Vu l'avis 54.839/4 du Conseil d'Etat, donné le 10 février 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que des mesures doivent être prises afin de permettre la transition entre les deux périodes de programmation européenne;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o Arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 2010 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 2010 concernant le mode de production biologique et l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008;

2^o Code : Code wallon de l'Agriculture;

3^o conditionnalité : les exigences réglementaires en matière de gestion et les normes en matière de bonnes conditions agricoles et environnementales mentionnées aux articles 4, 5 et 6 du Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil du 19 janvier 2009 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs;

4^o demande d'aide : demande d'aide au sens de l'article 2, a), du Règlement 65/2011;

5^o demande de paiement : demande de paiement au sens de l'article 2, b), du Règlement 65/2011;

6^o engagement : l'ensemble des conditions de production de l'agriculture biologique que l'agriculteur accepte de respecter suite à sa demande d'aide;

7^o exploitation : l'ensemble des unités de production, situées sur le territoire géographique de la Belgique et gérées de façon autonome par un seul et même agriculteur;

8^o groupe de cultures : un groupe de cultures au sens de l'article 16, § 2, du Règlement (UE) n° 65/2011 de la Commission du 27 janvier 2011 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil en ce qui concerne l'application de procédures de contrôle et de conditionnalité pour les mesures de soutien au développement rural;

9^o organisme de contrôle : un organisme de contrôle au sens de l'article 2, 5^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 2010 concernant le mode de production biologique et l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008;

10^o période de programmation : la période qui couvre un programme de développement rural pour une durée déterminée par la législation européenne;

11^o plan wallon de développement rural : le programme au sens de l'article 15 du Règlement n° 1698/2005;

12^o Règlement n° 1698/2005 : le Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader);

13^o Règlement n° 1974/2006 : le Règlement (CE) n° 1974/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader);

14^o Règlement n° 834/2007 : le Règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil du 28 juin 2007 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant le Règlement (CEE) n° 2092/91;

15^o Règlement n° 65/2011 : le Règlement (UE) n° 65/2011 de la Commission du 27 janvier 2011 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil en ce qui concerne l'application de procédures de contrôle et de conditionnalité pour les mesures de soutien au développement rural;

16^o Sanitrace : le système automatisé de traitement des données concernant l'identification et l'enregistrement des animaux utilisé par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire;

17^o U.G.B. : unité de gros bétail ou l'unité de référence permettant d'agrèger le bétail de différentes espèces et de différents âges en utilisant des coefficients spécifiques établis initialement sur la base des besoins nutritionnels ou alimentaires de chaque type d'animal;

18^o unité de production : l'ensemble des moyens de production en connexité fonctionnelle et à l'usage exclusif de l'agriculteur, en ce compris les bâtiments, les infrastructures de stockage, les animaux d'élevage, les parcelles agricoles et les stocks d'aliments, qui sont nécessaires en vue de pratiquer une ou plusieurs activités agricoles.

CHAPITRE II. — Dispositions générales

Art. 2. Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sur les parcelles agricoles des exploitations situées totalement ou partiellement en Région wallonne, et déclarées par un agriculteur dans la demande unique comme faisant l'objet d'un engagement pour un mode de production en agriculture biologique.

Art. 3. Seuls les trois groupes de cultures énumérés en annexe 1^{re} peuvent faire l'objet d'un engagement en vue de l'obtention d'une aide à la production biologique.

Art. 4. Lorsque l'agriculteur sollicite, en cours d'engagement, l'aide à l'agriculture biologique pour des parcelles supplémentaires, les nouvelles parcelles sont incluses dans l'engagement en cours pour la période d'engagement restant à courir.

Ces parcelles supplémentaires peuvent bénéficier d'une aide à la conversion pendant une période maximale de deux ans, si elles n'ont pas fait l'objet d'une aide à l'agriculture biologique depuis au moins dix ans.

Art. 5. Pendant la période d'engagement visée à l'article 11, une aide à la conversion telle que définie à l'annexe 2, article unique, § 2, est octroyée à l'agriculteur qui procède à la conversion de son exploitation en une exploitation respectant les prescriptions du mode de production biologique et qui satisfait aux conditions visées aux articles 9 et 12, pour les parcelles admissibles n'ayant pas fait l'objet d'une aide à l'agriculture biologique depuis au moins dix ans.

L'aide à la conversion est versée annuellement pendant les deux années de l'engagement durant lesquelles l'aide à la conversion est accordée. Durant cette période de deux ans, l'agriculteur peut uniquement bénéficier de l'aide à la conversion pour les parcelles, à l'exclusion de l'aide à l'agriculture biologique mentionnée à l'annexe 2, article unique, § 1^{er}. Durant la période restante, l'agriculteur peut bénéficier uniquement d'une aide à l'agriculture biologique mentionnée à l'annexe 2, article unique, § 1^{er}.

Conformément à l'article 17, l'agriculteur envoie chaque année une demande de paiement annuelle pour bénéficier de l'aide à la conversion ou de l'aide à l'agriculture biologique.

CHAPITRE III. — *Introduction de la demande*

Art. 6. § 1^{er}. Sous peine d'irrecevabilité, l'agriculteur introduit une demande d'aide au plus tard pour le 1^{er} novembre de l'année précédant le début de son engagement.

L'organisme payeur met à disposition de l'agriculteur un formulaire de demande d'aide sur son site internet ou auprès de la Direction extérieure de son ressort.

Sans préjudice des cas de force majeure et des circonstances exceptionnelles visés au chapitre 8, le dépôt d'une demande d'aide après la date limite établie conformément à l'alinéa 1^{er} est irrecevable.

Le formulaire de demande d'aide contient toutes les informations nécessaires à la mission de l'organisme payeur et contient au minimum les informations suivantes :

1° l'identification du bénéficiaire;

2° l'identification des parcelles de l'exploitation faisant l'objet de la demande d'aide;

3° une attestation sur l'honneur de faire les démarches nécessaires à l'affiliation auprès d'un organisme de contrôle pour le 1^{er} janvier suivant l'introduction de la demande d'aide ou la preuve de son affiliation auprès d'un organisme de contrôle.

Si la demande d'aide est recevable, l'organisme payeur envoie à l'agriculteur, suivant les mêmes modalités que celles prévues à l'article 8, § 2, et au plus tard pour le 20 décembre précédant le début de son engagement, un courrier signalant que son engagement démarre le 1^{er} janvier.

§ 2. La demande annuelle de paiement est introduite dans le délai prescrit pour l'introduction du formulaire de demande unique en vertu de l'article 11, § 2 du Règlement (CE) n° 1122/2009 de la Commission du 30 novembre 2009 fixant les modalités d'application du Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil en ce qui concerne la conditionnalité, la modulation et le système intégré de gestion et de contrôle dans le cadre des régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs prévus par ce Règlement ainsi que les modalités d'application du Règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil en ce qui concerne la conditionnalité dans le cadre du régime d'aide prévu pour le secteur vitivinicole. La demande est accompagnée des éventuelles pièces justificatives demandées par l'organisme payeur dans la demande unique, conformément à l'article 8 du Règlement n° 65/2011.

§ 3. Toute modification éventuelle de la demande d'aide ou de la demande de paiement est envoyée ou déposée à l'organisme payeur au plus tard le 31 mai de l'année considérée pour autant que l'organisme payeur n'ait pas déjà informé l'agriculteur des irrégularités que comporte sa demande, ou qu'un contrôle sur place ne lui ait pas été annoncé et que ce contrôle n'ait pas révélé des irrégularités.

Art. 7. Si l'agriculteur souhaite poursuivre son engagement à l'issue de l'engagement défini à l'article 11, il introduit une nouvelle demande d'aide selon les modalités de l'article 6 sous peine d'irrecevabilité de sa demande d'aide.

L'organisme payeur informe l'agriculteur qu'il est dans sa dernière année d'engagement via les documents informatifs joints au formulaire de demande unique.

Art. 8. § 1^{er}. L'organisme payeur analyse l'admissibilité de la parcelle à la demande d'aide.

§ 2. L'organisme payeur notifie par un document l'admissibilité ou l'inadmissibilité de la demande de paiement de l'agriculteur pour le 30 juin suivant l'introduction de sa demande.

Il indique également que, si des contrôles administratifs ou sur place révèlent que l'agriculteur ne remplit pas les normes visées à l'article 26, l'administration procédera à une réduction, voire une récupération du montant des aides.

CHAPITRE IV. — *Conditions relatives à la demande d'aide à la production biologique*

Art. 9. § 1^{er}. La demande d'aide est recevable uniquement si l'agriculteur satisfait aux conditions suivantes :

1° être identifié auprès de l'organisme payeur dans le cadre du système intégré de gestion et de contrôle, conformément aux articles D.20 et D.22 du Code;

2° avoir un siège d'exploitation situé sur le territoire du Royaume de Belgique;

3° s'engager à respecter sur les parcelles concernées toutes les conditions relatives au mode de production biologique, à partir du 1^{er} janvier qui suit la demande d'aide, sans interruption pendant une durée d'au moins cinq ans et, sur les parcelles ajoutées au cours de l'engagement, pour le temps restant à courir jusqu'au terme du délai de cinq années;

4° avoir introduit sa demande d'aide dans les délais mentionnés à l'article 6;

§ 2. Les demandes annuelles de paiement sont recevables uniquement si elles satisfont aux conditions prévues au paragraphe 1^{er}, 1°, 2°, et 4°, et qu'elles sont introduites dans le formulaire de demande unique, conformément à l'article 8 du Règlement (CE) n° 65/2011.

Art. 10. La demande d'aide et les demandes annuelles de paiement sont admissibles uniquement si l'agriculteur satisfait aux conditions suivantes :

1° exploiter sur le territoire de la Région wallonne les terres pour lesquelles il sollicite l'aide à la production biologique;

2° avoir notifié son activité et l'utilisation des parcelles pour lesquelles l'aide est demandée à un organisme de contrôle au plus tard dans le délai mentionné à l'article 6, § 1^{er}, alinéa 3;

3° avoir procédé à l'identification et à l'enregistrement de tous les animaux de l'exploitation dans le système d'identification et d'enregistrement des animaux Sanitrace;

4° ne pas avoir fait l'objet d'une décision d'exclusion, mentionnée à l'article 28, § 4, l'année précédant celle pour laquelle l'aide est demandée.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 2°, la mention d'une parcelle hors du territoire de la Région wallonne dans la demande d'aide ou dans la demande de paiement annuelle aboutit à l'inadmissibilité de la demande pour la parcelle qui est située, soit hors du territoire de la Région wallonne, soit dans une surface de compensation écologique.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 3°, tous les animaux identifiés sont localisés dans l'unité ou les unités de production gérées par l'agriculteur concerné par la présente aide.

CHAPITRE V. — Engagements et montant de l'aide

Art. 11. L'engagement pour bénéficier d'une aide à l'agriculture biologique a une durée de cinq ans sans interruption possible. Il est lié aux parcelles déclarées par l'agriculteur lors de la première année de l'engagement et, dans le cas de parcelles éventuellement ajoutées au cours de l'engagement, pour la durée de l'engagement qui reste à courir.

Art. 12. Pour bénéficier des aides à la production biologique, l'agriculteur gère son exploitation agricole conformément :

1° aux dispositions du Règlement (CE) n° 834/2007 et du Règlement (CE) n° 889/2008 de la Commission portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 834/2007;

2° aux articles 3, alinéa 3, et 4, et des annexes 4 et 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 2010.

Art. 13. Pour les groupes de cultures repris à l'annexe 1^{re}, le montant de l'aide est établi par tranche de superficies comme précisé en annexe 2.

Art. 14. § 1^{er}. Pour les superficies du groupe de cultures 1 visé à l'annexe 1^{re}, le calcul de l'aide visée à l'article 13 prend en compte la totalité des superficies déterminées pour le groupe visé lorsque la charge en bétail de l'exploitation est supérieure ou égale à 0,6 U.G.B. par hectare.

Lorsque la charge en bétail de l'exploitation est inférieure à 0,6 U.G.B. par hectare pour le groupe de cultures 1 tel que visé à l'annexe 1^{re} en application de l'article 3, les superficies prises en compte pour le calcul de l'aide, sont plafonnées aux superficies du groupe 1, nécessaires pour que la charge en bétail de l'exploitation atteigne 0,6 U.G.B. par hectare.

§ 2. Les animaux retenus dans le calcul de la charge sont élevés selon le mode de production biologique et leur détenteur est l'agriculteur concerné par la demande de paiement. Tous ces animaux sont localisés dans l'unité ou les unités de production gérées par l'agriculteur.

La charge en bétail est la charge moyenne annuelle de l'exploitation pour l'année civile considérée. La charge est établie en prenant en compte les données correspondantes aux éléments suivants :

1° la moyenne des données journalières provenant du système d'identification et d'enregistrement des animaux « Sanitrace », en ce qui concerne les bovins et dont la présence dans l'exploitation est confirmée par l'organisme de contrôle pour l'année considérée;

2° le nombre d'équidés déclarés par l'agriculteur dans sa demande unique de l'année considérée et dont la présence dans l'exploitation est confirmée par l'organisme de contrôle pour l'année considérée;

3° l'inventaire annuel relatif à l'identification et à l'enregistrement des ovins, caprins et cervidés dont la présence dans l'exploitation est confirmée par l'organisme de contrôle pour l'année considérée.

§ 3. Le calcul du nombre d'U.G.B. relatif aux animaux est établi en utilisant les coefficients suivants :

1° bovins de deux ans et plus, équidés de plus de six mois : 1 U.G.B.;

2° bovins de zéro à six mois : 0,4 U.G.B.;

3° bovins de six mois à deux ans : 0,6 U.G.B.;

4° ovins ou caprins de plus de six mois : 0,15 U.G.B.;

5° cervidés de plus de six mois : 0,25 U.G.B.

Art. 15. Conformément à l'article 39, § 3, du Règlement n° 1698/2005, les engagements dépassent les normes obligatoires établies dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 fixant les lignes directrices de la conditionnalité prévue par l'article 27 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune en matière agricole, ainsi que les exigences minimales pour les engrais et les produits phytosanitaires. L'ensemble des exigences constitue la ligne de base pour les engagements en vue de la production biologique.

Art. 16. En application de l'article 4, § 8, du Règlement n° 65/2011, aucun paiement n'est effectué en faveur de l'agriculteur au sujet duquel il est établi qu'il a créé artificiellement les conditions requises pour bénéficier de tels paiements et obtenir ainsi un avantage non conforme aux objectifs du régime d'aide à la production biologique.

CHAPITRE VI. — Paiement

Art. 17. Les aides à l'agriculture biologique sont payées par tranches annuelles. La période couverte par une tranche annuelle débute le 1^{er} janvier de l'année à laquelle elle se rapporte pour se terminer le 31 décembre de la même année.

Chaque tranche annuelle est versée à l'agriculteur qui a introduit sa demande annuelle de paiement correspondante pour autant que toutes les conditions des engagements aient été respectées durant la période couverte par la tranche visée et que les conditions visées aux articles 9 et 10 soient toujours remplies au moment du versement.

Conformément à l'article 9 du Règlement (CE) n° 65/2011, l'organisme payeur peut, en tenant compte du risque de trop-perçu, payer une avance correspondant à un pourcentage de l'aide pouvant atteindre 75 pour cent à l'issue des contrôles administratifs. Le pourcentage du paiement est identique pour tous les agriculteurs bénéficiaires de la mesure.

Conformément à l'article 9 du Règlement (CE) n° 65/2011, aucun paiement lié à une mesure ou à un ensemble d'opérations n'est effectué avant que les contrôles relatifs aux critères d'admissibilité ne soient finalisés.

Art. 18. Sauf circonstances particulières, chaque tranche annuelle est payée dans les six mois qui suivent la fin de la période à laquelle elle se rapporte.

Les tranches annuelles sont établies sur base de la demande annuelle de paiement que l'agriculteur envoie conformément à l'article 17, alinéa 1^{er}, ainsi que des résultats des contrôles administratifs ou des contrôles sur place, conformément à l'article 10, § 2, du Règlement n° 65/2011.

Pour chaque année d'engagement, un récapitulatif du calcul de l'aide octroyée est notifié à l'agriculteur après le paiement de celle-ci.

Art. 19. Les aides à l'agriculture biologique sont versées aux agriculteurs dans la limite des crédits budgétaires disponibles.

En cas d'insuffisance de fonds, le Ministre peut décider que les agriculteurs ne peuvent plus prendre de nouveaux engagements.

CHAPITRE VII. — *Transferts et révisions d'engagement*

Section 1^{re}. — Transfert de l'engagement

Art. 20. § 1^{er}. Conformément à l'article 44, § 1^{er}, du Règlement n° 1974/2006, en cas de transfert d'engagement, l'agriculteur reprenneur peut reprendre l'engagement de l'agriculteur cédant pour la période restant à courir. Si l'agriculteur reprenneur ne reprend pas les engagements de l'agriculteur cédant, l'agriculteur cédant rembourse l'intégralité des aides perçues.

§ 2. Le transfert d'engagement correspond au transfert d'exploitation, des parcelles agricoles ou des animaux concernés et est notifié à l'organisme payeur par écrit par l'agriculteur reprenneur et l'agriculteur cédant endéans les quarante-cinq jours à partir du transfert au moyen du formulaire prévu à cet effet dans la demande unique.

L'agriculteur reprenneur poursuit les engagements pour la période restant à courir.

Si, par application du chapitre 9, section 2, l'engagement repris est arrêté, l'agriculteur reprenneur rembourse toutes les aides qui lui ont été versées au titre de l'engagement en cours, ainsi que les aides concernées versées à l'agriculteur cédant depuis le début de l'engagement qu'avait pris ce dernier.

§ 3. Un transfert est considéré avoir eu lieu le premier jour de la période annuelle visée à l'article 17, alinéa 1^{er}, qui suit la notification du transfert. L'agriculteur cédant bénéficie des aides correspondantes à la période annuelle durant laquelle la notification du transfert a eu lieu pour autant que toutes les conditions de recevabilité et d'admissibilité ainsi que les engagements aient été respectés par lui-même et l'agriculteur reprenneur durant cette même période annuelle.

Un transfert peut être effectué par le biais d'une modification organisée à l'article 6, § 3. Dans ce cas, le transfert est considéré avoir été notifié pendant la période annuelle ayant précédé cette modification.

Si l'agriculteur reprenneur ne respecte pas les conditions durant la période qui suit la notification visée au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les aides pour la période annuelle durant laquelle le transfert est considéré avoir eu lieu sont réduites ou remboursées par l'agriculteur reprenneur et, le cas échéant, les aides versées pour les périodes antérieures sont remboursées par l'agriculteur reprenneur.

Les conditions de recevabilité et d'admissibilité des engagements transférés sont évaluées en fonction de ces derniers, sans que les méthodes auxquelles l'agriculteur reprenneur a déjà souscrit avant le transfert ne soient prises en compte dans le cadre de cette évaluation.

Art. 21. Conformément à l'article 44 du Règlement n° 1974/2006, l'organisme payeur n'exige pas le remboursement visé à l'article 20, § 1^{er}, dans les cas suivants :

1° lorsque l'agriculteur cédant cesse définitivement ses activités agricoles alors que son engagement a été respecté durant trois ans et que la reprise de l'engagement par un successeur se révèle irréalisable;

2° lorsque le transfert d'une partie de l'exploitation de l'agriculteur intervient au cours d'une période de prolongation de l'engagement, conformément à l'article 27, § 12, alinéa 2, du Règlement n° 1974/2006, et que le transfert porte au maximum sur 50 pour cent de la surface concernée par l'engagement avant la prolongation;

3° lorsque le transfert provoque uniquement des changements mineurs de la situation de l'exploitation et que l'application de l'article 20, § 1^{er}, aboutit à des résultats inappropriés eu égard aux engagements souscrits.

Section 2. — Révision de l'engagement

Art. 22. § 1^{er}. Conformément à l'article 46, § 1^{er}, du Règlement n° 1974/2006, en cas de modification de la ligne de base des engagements visée à l'article 15, les engagements en cours sont adaptés.

Les montants des aides peuvent être revus sur la base visée à l'alinéa 1^{er}.

Si l'adaptation n'est pas acceptée par l'agriculteur, l'engagement prend fin et l'agriculteur ne rembourse pas les aides déjà reçues pour les périodes écoulées.

§ 2. L'organisme payeur informe l'agriculteur de l'application du paragraphe 1^{er} par voie de presse ou par courrier individuel.

CHAPITRE VIII. — *Cas de force majeure, d'erreur manifeste et de circonstances exceptionnelles*

Art. 23. Le remboursement n'est pas exigé dans les cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles mentionnés à l'article 47, § 1^{er}, a) à f), du Règlement (CE) n° 1974/2006, et lorsque des travaux d'intérêt public empêchent le respect de l'engagement.

Dans les éventualités reprises à l'alinéa 1^{er}, l'agriculteur informe par écrit l'organisme payeur, en notifiant des pièces justificatives, dans les dix jours ouvrables à compter du jour où il est en mesure de le faire, conformément à l'article 47, § 2, du Règlement n° 1974/2006.

Art. 24. L'agriculteur qui n'est plus à même de respecter ses engagements du fait que son exploitation fait l'objet d'un aménagement foncier ou d'autres interventions publiques similaires d'aménagement foncier, le notifie à l'organisme payeur, par écrit, avant la date de prise d'occupation et adapte ses engagements initiaux à la nouvelle situation de l'exploitation, en concertation avec l'organisme payeur et selon ses instructions. L'organisme payeur notifie à l'agriculteur le contenu des engagements adaptés.

Si une telle adaptation s'avère impossible, l'engagement prend fin sans qu'aucun remboursement ne soit demandé pour la période d'engagement effective. Dans ce cas, la fin de l'engagement concerné est notifiée à l'agriculteur par l'organisme payeur.

Art. 25. § 1^{er}. Conformément à l'article 3, § 4, du Règlement n° 65/2011, la demande d'aide, les demandes annuelles de paiement et autres déclarations peuvent être adaptées à tout moment après leur dépôt en cas d'erreur manifeste admise par l'organisme payeur.

§ 2. Conformément à l'article 5, § 3, du Règlement n° 65/2011, l'obligation de remboursement en cas de paiement indu ne s'applique pas si le paiement a été effectué à la suite d'une erreur de l'organisme payeur ou d'un organisme délégué de l'organisme payeur, et si l'erreur ne pouvait raisonnablement pas être décelée par le bénéficiaire.

Toutefois, lorsque l'erreur a trait à des éléments factuels pertinents pour le calcul de l'aide, le premier alinéa s'applique uniquement si la décision de recouvrement n'a pas été communiquée dans les douze mois suivant le paiement.

CHAPITRE IX. — *Contrôle, réductions et remboursement*

Section 1^{re}. — Contrôle

Art. 26. § 1^{er}. L'organisme payeur ou les organismes de contrôle vérifient que les obligations à respecter pour bénéficier de l'aide à l'agriculture biologique, fixées dans le présent arrêté, ont été suivies.

Tout refus de contrôle d'un agriculteur entraîne de plein droit la perte de l'intégralité de l'aide.

§ 2. A l'issue des contrôles administratifs ou sur place, les régimes de réductions et exclusions définis aux articles 16 à 18, 21 et 22 du Règlement n° 65/2011, sont d'application dans le cadre du calcul du montant de l'aide octroyée.

Section 2. — Réduction et remboursement de l'aide

Art. 27. Le non respect des dispositions prévues dans le présent arrêté ou de l'engagement d'un agriculteur peut entraîner la réduction, le remboursement de tout ou partie de l'aide, ou l'exclusion du régime organisé par le présent arrêté pour l'agriculteur concerné.

Art. 28. § 1^{er}. Les réductions d'aides sont appliquées conformément à l'article 18, § 2, du Règlement n° 65/2011 et dans l'ordre fixé à l'article 22 du même Règlement.

§ 2. Le régime de réduction et de suppression des aides et indemnités est réparti en quatre niveaux, établis comme suit :

1° Niveau 1 : suppression du paiement annuel pour la parcelle considérée;

2° Niveau 2 : suppression du paiement annuel pour un groupe de culture;

3° Niveau 3 : suppression du paiement annuel pour tous les groupes de culture;

4° Niveau 4 : suppression du paiement annuel pour tous les groupes de culture, arrêt de l'engagement et récupération des montants perçus pour tous les groupes de culture pour toute la durée de l'engagement.

§ 3. Le Ministre est habilité à établir une grille de réduction en fonction des manquements.

Le niveau de réduction prononcé pourra être plus élevé ou plus bas que le niveau déterminé dans la grille de réduction en fonction de la gravité, de l'étendue et de la persistance du manquement constaté.

§ 4. Conformément à l'article 18, § 3, du Règlement n° 65/2011, si le manquement résulte d'irrégularités commises intentionnellement, l'agriculteur est exclu de la mesure considérée pendant l'année civile en cause, ainsi que la suivante.

§ 5. En cas de récidive ou de persistance de l'irrégularité au cours de la même période de cinq ans, le niveau de la réduction d'aide est majoré de deux niveaux si le niveau 1 ou 2 est en principe applicable, ou d'un niveau si le niveau 3 est en principe applicable.

Art. 29. Sauf dans les cas mentionnés aux articles 23 et 24, et à la condition que les procédures qui y sont fixées soient respectées, l'aide majorée en cas de conversion, octroyée en vertu de l'article 5, est remboursée pour tous les groupes de cultures considérés si l'agriculteur ne respecte pas les conditions mentionnées aux articles 9 à 12.

CHAPITRE X. — *Recours*

Art. 30. § 1^{er}. L'agriculteur peut introduire un recours contre toutes les décisions prises en vertu du présent arrêté, conformément aux articles D.17 et D.18 du Code. Si l'agriculteur en dispose, le recours est accompagné des documents justificatifs sous peine d'irrecevabilité.

Le recours est introduit auprès du fonctionnaire dirigeant de l'organisme payeur, dans les formes et délais prévus aux articles D.16 à D.18 du Code.

§ 2. En cas d'introduction d'un recours, l'agriculteur poursuit l'application de l'engagement souscrit jusqu'au moment de la décision définitive de l'organisme payeur.

CHAPITRE XI. — *Délégations et dérogations*

Art. 31. Le fonctionnaire dirigeant de l'organisme payeur ou, en cas d'absence, d'empêchement ou par ordre, le fonctionnaire qui le remplace :

1° bénéficie de la délégation pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses relatives aux aides prévues par le présent arrêté;

2° arrête tout document explicatif des dispositions Règlementaires à destination des agriculteurs et le canevas des rapports de contrôle.

CHAPITRE XII. — *Dispositions transitoires*

Art. 32. § 1^{er}. Conformément à l'article 46, § 2, du Règlement n° 1974/2006 tel que modifié par le Règlement d'exécution (UE) n° 679/2011 de la Commission du 14 juillet 2011 modifiant le Règlement (CE) n° 1974/2006 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), les engagements en cours, conclus à partir de la campagne 2011, sont adaptés au cadre juridique de la période de programmation 2014-2020, dès l'entrée en vigueur du nouveau programme wallon de développement rural 2014-2020. L'agriculteur peut poursuivre son engagement sur base des nouvelles conditions ou l'interrompre sans obligation de remboursement.

Les adaptations peuvent concerner les exigences de la ligne de base des engagements visées à l'article 15.

Si l'adaptation n'est pas acceptée par l'agriculteur, l'engagement prend alors fin et l'agriculteur ne rembourse pas les aides déjà reçues pour la période pendant laquelle l'engagement a été effectif.

§ 2. L'organisme payeur informe l'agriculteur de l'application du paragraphe 1^{er} par voie de presse et par courrier individuel.

Art. 33. Pour l'année 2014, toute demande d'aide et toute demande de paiement sont introduites dans le délai prescrit à peine de nullité pour l'introduction du formulaire de demande unique en vertu de l'article D.31 du Code, accompagnée des éventuelles pièces justificatives demandées par l'organisme payeur dans la demande unique sous peine d'irrecevabilité.

Art. 34. L'organisme payeur analyse l'admissibilité du bénéficiaire à l'aide.

L'organisme payeur notifie par un document ayant date certaine la recevabilité ou l'irrecevabilité de la demande d'aide ou de paiement annuel de l'agriculteur ainsi que les éléments relatifs à l'admissibilité ou à l'inadmissibilité à l'aide au plus tard pour le 30 juin suivant l'introduction de sa demande.

Art. 35. Pour les engagements en cours ou pris le 1^{er} avril 2014, la durée de l'engagement visée à l'article 11 est prolongée de neuf mois. Ces neuf mois sont réputés accomplis du 1^{er} avril 2014 au 31 décembre 2014. Dès le 1^{er} janvier 2015, ces engagements couvrent des périodes débutant le 1^{er} janvier et se terminant le 31 décembre jusqu'à ce qu'une durée d'engagement de cinq ans et neuf mois soit atteinte.

Pour l'année 2014, pour les paiements relatifs aux engagements visés à l'alinéa 1^{er}, la tranche annuelle visée à l'article 17, alinéa 1^{er} couvre uniquement les neuf mois mentionnés à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE XIII. — *Dispositions finales*

Art. 36. Le présent arrêté s'applique à toutes les demandes d'aide en cours, en ce compris les demandes faisant l'objet d'un recours.

Art. 37. L'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2008 relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique est abrogé.

Art. 38. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication.

Art. 39. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 avril 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

Annexe 1^{re}. — Groupes de cultures et couvertures végétales

Article unique. § 1^{er}. Les groupes de cultures mentionnés à l'article 3 sont établis comme suit :

1^o le groupe de cultures 1, intitulé "prairies, cultures fourragères", qui est composé des sous-groupes suivants :

- a. pour les prairies, un sous-groupe reprenant les cultures suivantes :
 - i. prairie permanente;
 - ii. prairie temporaire.
- b. pour les cultures fourragères, un sous-groupe reprenant les cultures suivantes :
 - i. maïs ensilage;
 - ii. autres fourrages;
 - iii. légumineuses;
 - iv. trèfles;
 - v. luzerne.

2^o le groupe de cultures 2, intitulé "horticulture et arboriculture", composé des cultures suivantes :

- a. cultures maraîchères de pleine terre;
- b. cultures maraîchères sous abris;
- c. pépinières de plants fruitiers ou de plantes ornementales;
- d. plantes aromatiques;
- e. plantes médicinales;
- f. cultures horticoles non comestibles;
- g. cultures fruitières pluriannuelles;
- h. cultures fruitières annuelles;
- i. arboriculture fruitière de plus de 250 arbres à l'hectare;
- j. culture de noisetier;
- k. culture de noyers;
- l. culture de houblon;
- m. plantation de vigne.

3^o le groupe de cultures 3, intitulé "grandes cultures annuelles", composé des cultures suivantes :

- a. céréales;
- b. colza;
- c. sarrasin;
- d. alpiste;
- e. maïs grain
- f. tournesol;
- g. soja;
- h. lin;
- i. chanvre;
- j. protéagineux;
- k. mélanges de protéagineux et de céréales;
- l. chicorées;
- m. pommes de terre;
- n. betteraves;
- o. angélique;

- p. ortie pour production alimentaire;
- q. graminées fourragères uniquement pour la production de semences en mode de production biologique;
- r. tournière.

§ 2. Les couvertures végétales suivantes sont exclues des aides à la production biologique :

- a. couvert naturel spontané;
- b. couvert favorisant la faune;
- c. culture forestière à rotation courte;
- d. culture de miscanthus;
- e. boisement de terre agricole;
- f. pépinière de plants forestiers;
- g. culture de tabac;
- h. plantation de sapins de Noël;
- i. couvert à finalité environnementale rémunéré par des tiers privés telle que la surface de compensation écologique implantée dans le cadre de l'installation d'éoliennes;
- j. terre retirée de la production.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2008 relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique.

Namur, le 3 avril 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

Annexe 2. — Montant des aides

Article unique. § 1^{er}. Pour les trois groupes de cultures déterminés à l'article 3, le montant de l'aide est établi par tranche de superficie.

1° pour le groupe de cultures 1, visés à l'article 3, le montant de l'aide est fixé en fonction de l'étendue de la superficie totale de l'ensemble des parcelles considérées :

- a. 275 euros/ha pour les 32 premiers hectares;
- b. 150 euros/ha au-delà du 32^e hectare jusqu'au 64^e hectare;
- c. 75 euros/ha au-delà du 64^e hectare.

2° pour le groupe de cultures 2, visé à l'article 3, le montant de l'aide est fixé en fonction de l'étendue de la superficie totale de l'ensemble des parcelles considérées :

- a. 750 euros/ha pour les 14 premiers hectares;
- b. 450 euros/ha au-delà du 14^e hectare.

3° pour le groupe de cultures 3 visé à l'article 3, le montant de l'aide est fixé en fonction de l'étendue de la superficie totale de l'ensemble des parcelles considérées :

- a. 450 euros/ha pour les 32 premiers hectares;
- b. 325 euros/ha au-delà du 32^e hectare jusqu'au 64^e hectare;
- c. 250 euros/ha au-delà du 64^e hectare.

§ 2. Le montant de l'aide à la conversion visée à l'article 5 est fixé par tranches de la superficie totale de l'ensemble des parcelles à convertir par groupes.

1° pour le groupe de cultures 1 visé à l'article 3 :

- a. 425 euros pour les 32 premiers hectares;
- b. 300 euros au-delà du 32^e hectare jusqu'au 64^e hectare;
- c. 225 euros au-delà du 64^e hectare.

2° pour le groupe de cultures 2 visé à l'article 3 :

- a. 900 euros pour les 14 premiers hectares;
- b. 600 euros au-delà du 14^e hectare.

3° pour le groupe de cultures 3 visé à l'article 3 :

- a. 600 euros pour les 32 premiers hectares;
- b. 475 euros au-delà du 32^e hectare jusqu'au 64^e hectare;
- c. 400 euros au-delà du 64^e hectare.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2008 relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique.

Namur, le 3 avril 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/203313]

3. APRIL 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. April 2008 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates vom 20. September 2005 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL);

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1974/2006 der Kommission vom 15. Dezember 2006 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL);

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 834/2007 des Rates vom 28. Juni 2007 über die ökologische/biologische Produktion und die Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen und zur Aufhebung der Verordnung (EWG) Nr. 2092/91;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 65/2011 der Kommission vom 27. Januar 2011 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates hinsichtlich der Kontrollverfahren und der Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen bei Maßnahmen zur Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1310/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit bestimmten Übergangsvorschriften betreffend die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER), zur Änderung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates betreffend die finanziellen Ressourcen und ihre Verteilung im Jahr 2014 sowie zur Änderung der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates und der Verordnungen (EU) Nr. 1307/2013, (EU) Nr. 1306/2013 und (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich ihrer Anwendung im Jahr 2014;

Aufgrund des Wassergesetzbuches, insbesondere der Artikel D.4, D.242, D.249 bis D.251;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. November 2008 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft;

Aufgrund des am 25. November 2013 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 5. Dezember 2013 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

In der Erwägung, dass die autonome Zelle zur Abgabe von Gutachten im Bereich der nachhaltigen Entwicklung innerhalb der vorgesehenen Frist kein Gutachten eingereicht hat gemäß Artikel 11, Absatz 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Oktober 2013 zur Ausführung des Dekrets vom 27. Juni 2013 über die wallonische Strategie für nachhaltige Entwicklung im Hinblick auf die Einsetzung einer autonomen Zelle zur Abgabe von Gutachten im Bereich der nachhaltigen Entwicklung;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 10. Februar 2014 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 54.839/4 des Staatsrats;

In der Erwägung, dass Maßnahmen zu treffen sind, um den Übergang zwischen den beiden Programmplanungszeiträumen zu ermöglichen;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft

Beschließt:

KAPITEL I — *Begriffsbestimmungen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 2010: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 2010 über die biologische Produktionsmethoden und die Kennzeichnung der biologischen Erzeugnisse und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008;

2° Gesetzbuch: Wallonisches Gesetzbuch über die Landwirtschaft;

3° Cross-compliance: die vorschriftsmäßigen Anforderungen im Bereich der Betriebsführung sowie die Normen im Bereich des in den Artikeln 4, 5 und 6 der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates vom 19. Januar 2009 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe erwähnten guten landwirtschaftlichen und ökologischen Zustands;

4° Antrag auf Beihilfen: Antrag auf Fördermittel im Sinne von Artikel 2, a) der Verordnung Nr. 65/2011;

5° Zahlungsantrag: Zahlungsantrag im Sinne von Artikel 2, b) der Verordnung Nr. 65/2011;

6° Verpflichtung: alle in dem Lastenheft angeführten Produktionsbedingungen der biologischen Landwirtschaft, für deren Erfüllung sich der Landwirt im Anschluss an einen Antrag auf Fördermittel verpflichtet;

7° Betrieb: alle Produktionseinheiten, die auf dem Hoheitsgebiet Belgiens gelegen sind und die von ein und demselben Landwirt autonom verwaltet werden;

8° Kulturgruppe: eine Kulturgruppe im Sinne von Artikel 16, § 2 der Verordnung (EU) Nr. 65/2011 der Kommission vom 27. Januar 2011 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates hinsichtlich der Kontrollverfahren und der Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen bei Maßnahmen zur Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums;

9° Kontrolleinrichtung: eine Kontrolleinrichtung im Sinne von Artikel 2, 5° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 2010 über die biologische Produktionsmethoden und die Kennzeichnung der biologischen Erzeugnisse und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008;

10° Programmplanungszeitraum: der Zeitraum, der ein Programm für die ländliche Entwicklung für eine im Rahmen der europäischen Gesetzgebung bestimmte Dauer abdeckt;

11° wallonisches Programm für die ländliche Entwicklung: das Programm im Sinne von Artikel 15 der Verordnung Nr. 1698/2005;

12° Verordnung Nr. 1698/2005: die Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates vom 20. September 2005 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL);

13° Verordnung Nr. 1974/2006: die Verordnung (EG) Nr. 1974/2006 der Kommission vom 15. Dezember 2006 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL);

14° Verordnung Nr. 834/2007: die Verordnung (EG) Nr. 834/2007 des Rates vom 28. Juni 2007 über die ökologische/biologische Produktion und die Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen und zur Aufhebung der Verordnung (EWG) Nr. 2092/91;

15° Verordnung Nr. 65/2011: die Verordnung (EU) Nr. 65/2011 der Kommission vom 27. Januar 2011 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates hinsichtlich der Kontrollverfahren und der Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen bei Maßnahmen zur Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums;

16° Sanitrace: das von der Föderalagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette verwendete automatisierte System der Datenverarbeitung für die Identifizierung und Registrierung der Tiere;

17° GVE: die Großvieheinheit oder Referenzeinheit, die die Aggregation von Viehbeständen unterschiedlicher Arten und unterschiedlichen Alters vereinfacht. Hierfür werden spezifische Koeffizienten verwendet, die ursprünglich auf der Grundlage des Futterbedarfs der verschiedenen Tierarten festgelegt wurden;

18° Produktionseinheit: alle funktionalen Zusammenschlüsse von Produktionsmitteln, einschließlich der Gebäude, der Lagereinrichtungen, der Zuchttiere und der landwirtschaftlichen Flächen und der Futtermittelvorräte, die der Landwirt für seinen ausschließlichen Nutzen benötigt, um eine oder mehrere Tätigkeiten im Bereich der Landwirtschaft auszuüben.

KAPITEL II — *Allgemeine Bestimmungen*

Art. 2 - Die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses sind anwendbar auf die landwirtschaftlichen Parzellen oder Betriebe, die sich ganz oder teilweise auf dem Gebiet der wallonischen Region befinden und die von einem Landwirt in dem Sammelantrag als Parzellen oder Betriebe angegeben werden, die Gegenstand einer Verpflichtung für eine biologische Produktionsmethode sind.

Art. 3 - Nur die drei Kulturgruppen, die in der Anlage 1 angeführt werden, können Gegenstand einer Verpflichtung sein, für die eine Beihilfe für die biologische Landwirtschaft beantragt wird.

Art. 4 - Wenn der Erzeuger im Laufe des Verpflichtungszeitraums die Beihilfe für die biologische Landwirtschaft für zusätzliche Parzellen beantragt, sind die neuen Parzellen in der laufenden Verpflichtung für die noch zu laufende Zeit des Verpflichtungszeitraums einbegriffen.

Für diese zusätzlichen Parzellen kann über eine Dauer von höchstens zwei Jahren eine Umstellungsbeihilfe gewährt werden, unter der Bedingung, dass seit mindestens zehn Jahren keine Beihilfe für die biologische Landwirtschaft für diese Parzellen gewährt worden ist.

Art. 5 - Im Laufe des in Artikel 11 angeführten Verpflichtungszeitraums kann dem Landwirt, der seinen Betrieb in einen nach biologischen Produktionsmethoden geführten Betrieb umwandelt, und dabei den in den Artikeln 9 und 12 angeführten Bedingungen genügt, eine in Anlage 2, Einziger Artikel, § 2 definierte Umstellungsbeihilfe gewährt werden für die beihilfefähigen Flächen, für die seit mindestens zehn Jahren keine Beihilfen für die biologische Landwirtschaft gewährt worden sind.

Diese Umstellungsbeihilfe wird jährlich ausgezahlt während den zwei Jahren der Verpflichtung, während denen die Umstellungsbeihilfe gewährt wird. Im Laufe dieses zweijährigen Zeitraums kann der Landwirt für die Parzellen ausschließlich in den Genuss der Umstellungsbeihilfe gelangen. Die in Anlage 2, Einziger Artikel, § 2 angeführte Beihilfe für die biologische Landwirtschaft wird ihm hingegen nicht gewährt. Im Laufe des verbleibenden Zeitraums kann der Landwirt ausschließlich in den Genuss der in Anlage 2, Einziger Artikel, § 2 angeführten Beihilfe für die biologische Landwirtschaft gelangen.

Gemäß Artikel 17 reicht der Landwirt jedes Jahr einen jährlichen Zahlungsantrag ein, um in den Genuss der Umstellungsbeihilfe oder der Beihilfe für die biologische Landwirtschaft zu gelangen.

KAPITEL III — *Einreichung des Antrags*

Art. 6 - § 1. Der Landwirt reicht seinen Beihilfeantrag spätestens am 1. November des Jahres, das dem Beginn seiner Verpflichtung vorangeht, ein. Anderenfalls ist der Antrag unzulässig.

Die Zahlstelle stellt dem Landwirt auf ihren Internetseiten oder bei der für ihn zuständigen Außendirektion ein entsprechendes Antragsformular zur Verfügung.

Unbeschadet der in Kapitel 8 angeführten Fälle höherer Gewalt oder außergewöhnlicher Umstände führt das Einreichen eines Beihilfeantrags nach dem gemäß Absatz 1 festgelegten äußersten Datum zur Unzulässigkeit des Antrags.

Das Antragsformular für den Beihilfeantrag umfasst alle Informationen, die erforderlich sind, damit die Zahlstelle ihre Aufgaben erfüllen kann. Es umfasst zudem wenigstens die nachfolgenden Informationen:

1° die Identifizierung des Begünstigten;

2° die Identifizierung der Parzellen des Betriebs, die Gegenstand des Beihilfeantrags sind;

3° eine ehrenwörtliche Erklärung, dass alle Schritte unternommen werden, um spätestens am 1. Januar nach der Einreichung des Beihilfeantrags die Eintragung bei einer Kontrolleinrichtung zu erwirken oder den Beweis seiner Eintragung bei einer Kontrolleinrichtung.

Insofern der Beihilfeantrag zulässig ist, übermittelt die Zahlstelle nach den Modalitäten, die jenen entsprechen, die in Artikel 8, § 2 angeführt werden, spätestens bis am 20. Dezember vor Beginn der Verpflichtung ein Schreiben, durch das sie dem Landwirt bestätigt, dass seine Verpflichtung am 1. Januar beginnt.

§ 2. Der jährliche Zahlungsantrag wird innerhalb der Frist eingereicht, die vorgeschrieben ist für die Einreichung des Formulars des Sammelantrags gemäß Artikel 11, § 2 der Verordnung (EG) Nr. 1122/2009 der Kommission vom 30. November 2009 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates hinsichtlich der Cross-Compliance, der Modulation und des Integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems im Rahmen der in dieser Verordnung vorgesehenen Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe sowie der Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1234/2007 des Rates hinsichtlich der Cross-Compliance im Rahmen der für den Weinsektor vorgesehenen Stützungsregelung. Dem Antrag werden ggf. die Belege beigefügt, die von der Zahlstelle im Rahmen des Sammelantrags gemäß Artikel 8 der Verordnung Nr. 65/2011 angefordert werden.

§ 3. Jegliche ggf. eintretende Änderung des Beihilfeantrags oder des Zahlungsantrags wird der Zahlstelle spätestens am 31. Mai des betreffenden Jahres auf dem Postweg übermittelt oder vor Ort eingereicht, insofern die Zahlstelle den Landwirt nicht bereits über Unregelmäßigkeiten in seinem Antrag informiert hat oder der Landwirt nicht über eine bevorstehende Kontrolle vor Ort informiert worden ist und bei dieser Kontrolle keine Unregelmäßigkeiten festgestellt worden sind.

Art. 7 - Falls der Landwirt seine Verpflichtung über den vorgesehenen Zeitraum hinaus verlängern möchte, reicht er nach den in Artikel 6 angeführten Modalitäten einen neuen Beihilfeantrag ein. Bei Missachtung der in Artikel 6 angeführten Modalitäten ist sein Beihilfeantrag unzulässig.

Die Zahlstelle teilt dem Landwirt über die dem Formular des Sammelantrags beigefügten informativen Dokumente mit, dass er sich im letzten Jahr seiner Verpflichtung befindet.

Art. 8 - § 1. Die Zahlstelle prüft die Beihilfefähigkeit der Parzelle für den Beihilfeantrag.

§ 2. Die Zahlstelle informiert den Landwirt spätestens am 30. Juni nachdem dieser seinen Zahlungsantrag eingereicht hat, in einem Dokument über die Zulässigkeit oder die Unzulässigkeit dieses Antrags.

Die Zahlstelle teilt dabei ebenfalls mit, dass ggf. eine Reduzierung oder gar eine Rückforderung der Beihilfebeträge erfolgt, sollte bei Verwaltungskontrollen oder bei Kontrollen vor Ort festgestellt werden, dass der Landwirt die entsprechenden in Artikel 26 angeführten Bedingungen nicht erfüllt.

KAPITEL IV. — *Bedingungen bezüglich des Antrags auf Beihilfen für biologische Landwirtschaft*

Art. 9 - § 1. Der Beihilfeantrag ist nur dann zulässig, wenn der Landwirt die folgenden Bedingungen erfüllt:

1° gemäß den Bestimmungen der Artikel D.20 und D.22 des Gesetzbuches im Rahmen des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems (InVeKoS) bei der Zahlstelle identifiziert sein;

2° einen Betriebsitz auf dem Hoheitsgebiet des Königreichs Belgien haben;

3° sich verpflichten, auf den betreffenden Parzellen ab dem 1. Januar des Jahres nach dem Jahr des Beihilfeantrags und für eine ununterbrochene Dauer von fünf Jahren und auf den im Laufe der Verpflichtung beigefügten Parzellen für die noch verbleibende Dauer des Verpflichtungszeitraums von fünf Jahren alle Bedingungen für biologische Produktionsmethoden zu erfüllen;

4° seinen Beihilfeantrag innerhalb der in Artikel 6 festgelegten Frist eingereicht haben;

§ 2. Die jährlichen Zahlungsanträge sind nur dann zulässig, wenn sie die in Paragraph 1, 1°, 2° und 4° vorgesehenen Bedingungen erfüllen und wenn sie gemäß Artikel 8 der Verordnung (EG) Nr. 65/2011 durch das Formular des Sammelantrags eingereicht werden.

Art. 10 - Der Beihilfeantrag und die jährlichen Zahlungsanträge sind nur dann zulässig, wenn der Landwirt die folgenden Bedingungen erfüllt:

1° auf dem Gebiet der wallonischen Region landwirtschaftliche Parzellen bewirtschaften, für die der Landwirt eine Beihilfe für die biologische Landwirtschaft beantragt;

2° innerhalb der in Artikel 6, § 1, Absatz 3 angeführten Frist eine Kontrolleinrichtung über seine Tätigkeit und über die Zweckbestimmung der Parzellen, für die eine Beihilfe beantragt wird, informiert haben;

3° die Identifizierung und Registrierung aller Tiere des Betriebs in dem System zur Kennzeichnung und Registrierung der Tiere (Sanitrace) vorgenommen haben;

4° im Laufe des Jahres, das dem vorangeht, für das die Beihilfe beantragt wird, nicht Gegenstand eines Beschlusses über den Ausschluss nach Artikel 28, § 4 gewesen sein.

Für die Anwendung von Absatz 1, 2° führt die Angabe in einem Beihilfeantrag oder einem jährlichen Zahlungsantrag einer Parzelle, die sich nicht auf dem Gebiet der wallonischen Region befindet, zur Unzulässigkeit des Antrags für die Parzelle, die sich entweder außerhalb des Gebiets der wallonischen Region befindet, oder die innerhalb einer ökologischen Ausgleichsfläche gelegen ist.

Für die Anwendung von Absatz 1, 3° müssen alle identifizierten Tiere sich in der oder den Produktionseinheiten, die von dem Erzeuger, der die vorliegende Beihilfe beantragt, bewirtschaftet werden, befinden;

KAPITEL V — *Verpflichtungen und Betrag der Beihilfe*

Art. 11 - Die Verpflichtung, an die die Gewährung einer Beihilfe für biologische Landwirtschaft gebunden ist, hat eine Dauer von fünf Jahren, wobei eine Unterbrechung nicht möglich ist. Diese Verpflichtung ist an die Parzellen gebunden, die vom Landwirt während des ersten Jahres besagter Verpflichtung angegeben wurden und falls es sich um Parzellen handelt, die gegebenenfalls im Laufe der Verpflichtung hinzugefügt wurden, für die noch verbleibende Dauer der Verpflichtung.

Art. 12 - Um in den Genuss der Beihilfen für biologische Landwirtschaft zu gelangen, bewirtschaftet der Landwirt seinen landwirtschaftlichen Betrieb gemäß:

1° den Bestimmungen der Verordnung (EG) Nr. 834/2007 und der Verordnung (EG) Nr. 889/2008 der Kommission mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 834/2007;

2° Artikel 3, Absatz 3 und Artikel 4 sowie den Anlagen 4 und 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 2010.

Art. 13 - Für die in der Anlage 1 angeführten Kulturgruppen wird der Beihilfebetrag jeweils für die in Anlage 2 angeführten Flächenabschnitte festgelegt.

Art. 14 - § 1. Für die Flächen der in der Anlage 1 angeführten Kulturgruppe 1 werden bei der in Artikel 13 angeführten Berechnung der Beihilfe die gesamten für diese Gruppe bestimmten Flächen berücksichtigt, wenn der Tierbesatz des Betriebs wenigstens 0,6 GVE je Hektar beträgt.

Wenn der Tierbesatz des Betriebs für die Kulturgruppe 1 nach Anlage 1 in Anwendung von Artikel 3 weniger als 0,6 GVE je Hektar beträgt, werden die für die Berechnung der Beihilfe berücksichtigten Flächen auf die Flächen der Gruppe 1 begrenzt, die notwendig sind, damit der oben erwähnte Tierbesatz im Betrieb 0,6 GVE pro Hektar erreicht.

§ 2. Die bei der Berechnung des Tierbesatzes berücksichtigten Tiere müssen auf der Grundlage biologischer Produktionsmethoden gehalten werden, und ihr Halter muss der Landwirt sein, auf den sich der Zahlungsantrag bezieht. All diese Tiere müssen sich in der oder den Produktionseinheiten befinden, die von diesem Landwirt bewirtschaftet werden.

Der Tierbesatz entspricht dem durchschnittlichen Jahresbesatz des Betriebs für das betroffene Kalenderjahr. Dieser Tierbesatz wird unter Berücksichtigung der den folgenden Elementen entsprechenden Angaben berechnet:

1° der Durchschnittswert der täglichen Daten aus dem System zur Kennzeichnung und Registrierung der Tiere "Sanitrace", was die Rinder betrifft, deren Anwesenheit auf dem Betrieb für das betreffende Jahr durch die Kontrolleinrichtung bestätigt wird;

2° die Anzahl Equiden, die vom Landwirt in seinem Sammelantrag des betreffenden Jahres angegeben wurden, deren Anwesenheit auf dem Betrieb für das betreffende Jahr durch die Kontrolleinrichtung bestätigt wird;

3° die jährliche Bestandsaufnahme betreffend die Identifizierung und Registrierung der Schafe, Ziegen und Hirsche, deren Anwesenheit auf dem Betrieb für das betreffende Jahr durch die Kontrolleinrichtung bestätigt wird;

§ 3. Die Berechnung der Anzahl GVE bezüglich dieser Tiere wird unter Benutzung der folgenden Koeffizienten festgelegt:

1° Rinder von 2 Jahren und älter, Pferde von mehr als 6 Monaten: 1 GVE;

2° Rinder von null bis sechs Monaten: 0,4 GVE;

3° Rinder von 6 Monaten bis 2 Jahren: 0,6 GVE;

4° Schafe oder Ziegen von mehr als 6 Monaten: 0,15 GVE;

5° Hirsche von mehr als sechs Monaten: 0,25 GVE.

Art. 15 - Gemäß Artikel 39, § 3 der Verordnung Nr. 1698/2005 gehen die Verpflichtungen über die in dem Erlass der Wallonischen Region vom 22. Juni 2006 zur Festlegung der Richtlinien für die in Artikel 27 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik vorgesehene Cross-Compliance auf dem Gebiet der Landwirtschaft festgelegten vorgeschriebenen Normen hinaus. Sie übersteigen zudem die Mindestanforderungen für die Dünge- und Pflanzenschutzmittel. Die gesamten Anforderungen bilden die Grundanforderungen der Verpflichtungen im Rahmen der biologischen Produktionsmethoden.

Art. 16 - In Anwendung von Artikel 4, § 8 der Verordnung Nr. 65/2011 wird keinerlei Zahlung zugunsten des Landwirts getätigt, für den erwiesen ist, dass er die Bedingungen zur Erlangung derartiger Zahlungen künstlich geschaffen hat, um auf diese Weise einen Vorteil zu erwirken, der nicht den Zielsetzungen der Beihilferegelung im Rahmen der biologischen Produktionsmethoden entspricht.

KAPITEL VI — Zahlung

Art. 17 - Die Beihilfen für die biologische Landwirtschaft werden in jährlich fälligen Teilbeträgen gezahlt. Der Zeitraum, auf den sich dieser Teilbetrag bezieht, beginnt am 1. Januar des betreffenden Jahres und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

Jeder jährliche Teilbetrag wird dem Landwirt gezahlt, der einen entsprechenden jährlichen Zahlungsantrag eingereicht hat, unter der Bedingung, dass alle Bedingungen der Verpflichtungen während des gesamten Zeitraums, auf den sich der Teilbetrag bezieht, erfüllt sind, und dass die in den Artikeln 9 und 10 angeführten Bedingungen bei der Zahlung weiterhin erfüllt sind.

Gemäß Artikel 9 der Verordnung (EG) Nr. 65/2011 kann die Zahlstelle im Anschluss an Verwaltungskontrollen unter Berücksichtigung der Gefahr einer ungeschuldet gewährten Zahlung einen Vorschuss auszahlen, der bis zu 75 % der Beihilfe ausmachen kann. Der Prozentsatz der Zahlung ist für alle Landwirte, die in den Genuss der Methode gelangen, gleich.

Gemäß Artikel 9 der Verordnung (EG) Nr. 65/2011 wird keine Zahlung für eine Methode oder für eine Reihe von Maßnahmen gewährt, bevor nicht alle Kontrollen im Bezug auf die Zulassungskriterien abgeschlossen worden sind.

Art. 18 - Außer in ausführlich gerechtfertigten Fällen wird jeder jährliche Teilbetrag innerhalb von sechs Monaten nach dem Ende des Verpflichtungszeitraums, auf den er sich bezieht, ausgezahlt;

Die jährlich fälligen Teilbeträge werden auf der Grundlage des jährlichen Zahlungsantrags bestimmt, den der Landwirt gemäß Artikel 17, Absatz 1 einreicht, sowie auf der Grundlage der Verwaltungskontrollen oder der Kontrollen vor Ort gemäß Artikel 10, § 2 der Verordnung Nr. 65/2011.

Für jedes Jahr des Verpflichtungszeitraums wird dem Landwirt eine zusammenfassende Berechnung der gewährten Beihilfe nach deren Auszahlung schriftlich übermittelt.

Art. 19 - Die Beihilfen für die biologische Landwirtschaft werden den Landwirten im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel gewährt.

Sind die Mittel nicht ausreichend, so kann der Minister beschließen, dass die Landwirte keine weiteren Verpflichtungen eingehen dürfen.

KAPITEL VII — Übertragung und Revision der Verpflichtung

Abschnitt 1 — Übertragung der Verpflichtung

Art. 20 - § 1. Gemäß Artikel 44, § 1 der Verordnung Nr. 1974/2006 hat der übernehmende Landwirt im Falle der Übertragung einer Verpflichtung die Möglichkeit, die Verpflichtung des überlassenden Landwirts für den noch verbleibenden Zeitraum zu übernehmen. Falls der übernehmende Landwirt die Verpflichtungen des überlassenden Landwirts nicht übernimmt, erstattet der überlassende Landwirt die gesamten erhaltenen Beihilfen.

§ 2. Die Übertragung der Verpflichtung entspricht der Übertragung des Betriebs, der landwirtschaftlichen Parzellen oder der betreffenden Tiere und wird der Zahlstelle schriftlich durch den übernehmenden und den überlassenden Landwirt innerhalb von fünfundvierzig Tagen ab der Übertragung anhand des zu diesem Zweck in dem Sammelantrag vorgesehenen Formulars mitgeteilt.

Der übernehmende Landwirt führt die Verpflichtungen für den noch verbleibenden Zeitraum weiter aus.

Wird eine übernommene Verpflichtung nach Kapitel 9, Abschnitt 2 beendet, so erstattet der übernehmende Landwirt alle ihm im Rahmen der laufenden Verpflichtung gewährten Beihilfen sowie die betreffenden Beihilfen, die dem überlassenden Landwirt seit Beginn der Verpflichtung, die er eingegangen war, gezahlt worden sind.

§ 3. Es wird davon ausgegangen, dass eine Übertragung am ersten Tag des in Artikel 17, Absatz 1 angeführten jährlichen Zeitraums, der auf die Mitteilung der Übertragung folgt, stattgefunden hat. Dem überlassenden Landwirt werden die Beihilfen gewährt, die jenem jährlichen Zeitraum entsprechen, während dem die Mitteilung der Übertragung stattgefunden hat, unter der Bedingung, dass alle Bedingungen der Zulässigkeit und der Beihilfefähigkeit sowie alle Verpflichtungen für die Dauer des betreffenden jährlichen Zeitraums durch ihn selbst und durch den Übernehmer beachtet worden sind.

Eine Übertragung kann über eine Änderung im Rahmen von Artikel 6, § 3 erfolgen. In diesem Fall wird davon ausgegangen, dass die Mitteilung der Übertragung im Laufe des jährlichen Zeitraums vor dieser Mitteilung erfolgt ist.

Falls der übernehmende Landwirt im Laufe des Zeitraums nach dieser in Paragraph 2, Absatz 1 erwähnten Mitteilung nicht beachtet, werden die für den jährlichen Zeitraum der Übertragung gewährten Beihilfen entsprechend verringert oder durch den übernehmenden Landwirt erstattet und werden die für vorangegangene Zeiträume gewährte Beihilfen ggf. durch diesen übernehmenden Landwirt erstattet.

Die Bedingungen der Zulässigkeit und der Beihilfefähigkeit der übertragenen Verpflichtungen werden auf deren Grundlage bewertet, ohne dass die Methoden, für die sich der übernehmende Landwirt bereits vor der Übertragung entschieden hatte, bei dieser Bewertung berücksichtigt werden.

Art. 21 - Gemäß Artikel 44 der Verordnung Nr. 1974/2006 sieht die Zahlstelle in den folgenden Fällen davon ab, die in Artikel 20, § 1 erwähnte Rückerstattung einzufordern:

1° wenn der überlassende Landwirt seine landwirtschaftliche Tätigkeit endgültig eingestellt hat und er bereits seine Verpflichtung während drei Jahren erfüllt hat und die Übernahme der Verpflichtung durch einen Nachfolger sich als nicht durchführbar erweist;

2° wenn die Übertragung eines Teils des Betriebs des Landwirts gemäß Artikel 27, § 12, Absatz 2 der Verordnung Nr. 1974/2006 im Laufe eines Zeitraums der Verlängerung der Verpflichtung erfolgt und diese Übertragung mindestens 50 % der Fläche betrifft, auf der die Verpflichtung vor der Verlängerung anwendbar war;

3° wenn die Übertragung lediglich geringfügige Änderungen der Betriebssituation verursacht und die Anwendung von Artikel 20, § 1 zu Ergebnissen führt, die unter Berücksichtigung der eingegangenen Verpflichtungen unangemessen sind.

Abschnitt 2 — Revision der Verpflichtung

Art. 22 - § 1. Gemäß Artikel 46, § 1 der Verordnung Nr. 1974/2006 werden die laufenden Verpflichtungen im Falle der in Artikel 15 angeführten grundlegenden Änderung der Verpflichtungen angepasst.

Die Beträge der Beihilfen können auf der Grundlage der in Absatz 1 angeführten Bestimmungen angepasst werden.

Wird eine solche Anpassung von dem Landwirt nicht akzeptiert, so endet die Verpflichtung, ohne dass für die bereits abgelaufenen Zeiträume eine Rückzahlung der Beihilfen von dem Landwirt gefordert wird.

§ 2. Die Zahlstelle informiert den Landwirt über die Anwendung von § 1 über die Presse oder durch ein persönliches Schreiben.

KAPITEL VIII — Höhere Gewalt, offensichtliche Fehler und außergewöhnliche Umstände

Art. 23 - In Fällen von höherer Gewalt und außergewöhnlichen Umständen nach Artikel 47, § 1, a) bis f) der Verordnung (EG) Nr. 1974/2006 und wenn Arbeiten im öffentlichen Interesse die Einhaltung der Verpflichtung verhindern, wird die Rückerstattung nicht gefordert.

Gemäß Artikel 47, § 2 der Verordnung Nr. 1974/2006 informiert der Landwirt die Zahlstelle in den unter Absatz 1 angeführten Fällen schriftlich unter Übermittlung von Belegen innerhalb von zehn Arbeitstagen ab dem Tag, an dem hierzu in der Lage ist.

Art. 24 - Der Landwirt, der infolge von auf seinen Betrieb angewandten Bodenordnungsverfahren oder vergleichbaren öffentlichen Interventionen nicht weiter in der Lage ist, die von ihm eingegangenen Verpflichtungen zu erfüllen, teilt dies der Zahlstelle schriftlich vor dem Datum der Übernahme mitzuteilen. Des Weiteren muss er seine ursprünglichen Verpflichtungen an die neue Sachlage des Betriebs in Absprache mit der Zahlstelle und nach deren Anweisungen anpassen. Die Zahlstelle teilt dem Landwirt den Inhalt seiner angepassten Verpflichtungen mit.

Erweist sich eine derartige Anpassung als unmöglich, so endet die Verpflichtung, ohne dass eine Rückerstattung für den effektiven Verpflichtungszeitraum gefordert wird. In diesem Fall teilt die Zahlstelle dem Landwirt das Ende der betreffenden Verpflichtung mit.

Art. 25 - § 1. Gemäß Artikel 3, § 4 der Verordnung Nr. 65/2011 können der Beihilfeantrag, die jährlichen Zahlungsanträge und die sonstigen Erklärungen bei offensichtlichen Fehlern, die von der Zahlstelle anerkannt wurden, jederzeit nach seiner Einreichung berichtigt werden.

§ 2. Gemäß Artikel 5, § 3 der Verordnung Nr. 65/2011 ist die Verpflichtung der Rückerstattung bei zu Unrecht gezahlten Beträgen nicht anwendbar, wenn die Zahlung auf einen Irrtum der Zahlstelle oder einer bevollmächtigten Einrichtung der Zahlstelle zurückzuführen ist, und wenn dieser Irrtum von dem Landwirt billigerweise nicht erkannt werden konnte.

Bezieht sich der Irrtum jedoch auf Tatsachen, die für die Berechnung der Agrarumweltbeihilfe relevant sind, so ist Absatz 1 nur anwendbar, wenn die Rückerstattungsforderung nicht innerhalb von zwölf Monaten nach der Zahlung übermittelt worden ist.

KAPITEL IX — Kontrolle, Verringerung und Rückerstattung

Abschnitt 1 — Kontrolle

Art. 26 - § 1. Die Zahlstelle oder die Kontrolleinrichtungen prüfen, ob die in dem vorliegenden Erlass festgelegten Verpflichtungen, die zu beachten sind, um in den Genuss der Beihilfe für die biologische Landwirtschaft zu gelangen, erfüllt worden sind.

Jegliche Verweigerung der Kontrolle durch den Landwirt führt von Rechts wegen zum Ausschluss von der gesamten Beihilfe.

§ 2. Im Anschluss an die Verwaltungskontrollen oder an die vor Ort durchgeführten Kontrollen werden die in den Artikeln 16 bis 18, 21 und 22 der Verordnung Nr. 65/2011 festgelegten Regelungen für die Kürzung oder den Ausschluss auf die Berechnung der gewährten Beihilfe angewandt.

Abschnitt 2 — Kürzung und Rückerstattung der Beihilfen

Art. 27 - Die Missachtung der in dem vorliegenden Erlass festgelegten Bestimmungen oder der Verpflichtung eines Landwirts kann zur der Kürzung, der Rückerstattung der gesamten Beihilfe oder eines Teils davon führen, oder zu dem Ausschluss des betreffenden Landwirts von der im Rahmen des vorliegenden Erlasses organisierten Beihilferegulierung.

Art. 28 - § 1. Die Kürzungen der Beihilfen werden gemäß Artikel 18, § 2 der Verordnung Nr. 65/2011 und in der in Artikel 22 dieser Verordnung angeführten Reihenfolge angewandt.

§ 3. Die Regelung zur Kürzung oder zum Ausschluss von diesen Beihilfen und Vergütungen wird wie folgt in vier Stufen unterteilt:

1° Stufe 1: Wegfall der jährlichen Zahlung für die betreffende Parzelle;

2° Stufe 2: Wegfall der jährlichen Zahlung für eine Kulturgruppe;

3° Stufe 3: Wegfall der jährlichen Zahlung für alle Kulturgruppen;

4° Stufe 4: Wegfall der jährlichen Zahlung für alle Kulturgruppen, Einstellung der Verpflichtung und Rückforderung der für alle Kulturgruppen für die gesamte Dauer der Verpflichtung gezahlten Beträge.

§ 3. Der Minister ist befugt, eine Tabelle der Kürzungen auf der Grundlage der Verstöße festzulegen.

Je nach Schwere, Ausmaß und Dauer des festgestellten Verstoßes kann das Ausmaß der verkündeten Kürzung höher oder geringer sein als das in der Kürzungstabelle festgelegte Ausmaß.

§ 4. Sind die Verstöße gemäß Artikel 18, § 3 der Verordnung Nr. 65/2011 auf vorsätzlich begangene Unregelmäßigkeiten zurückzuführen, so wird der Landwirt in dem betreffenden und dem darauf folgenden Kalenderjahr von der jeweiligen Maßnahme ausgeschlossen.

§ 5. Im Falle eines Rückfalls oder des Fortbestehens der Unregelmäßigkeiten im Laufe ein und desselben Verpflichtungszeitraums von fünf Jahren wird das Ausmaß der Kürzung um zwei Stufen angehoben, falls die Stufe 1 oder 2 im Prinzip hätte angewandt werden sollen, oder um eine Stufe, falls die Stufe 3 im Prinzip hätte angewandt werden sollen.

Art. 29 - Außer in den Fällen, die in den Artikeln 23 und 24 angeführt werden, und unter der Bedingung, dass die in diesen Artikeln festgelegten Bestimmungen beachtet werden, wird die gemäß Artikel 5 gewährte und im Falle einer Umwandlung erhöhte Beihilfe für alle betreffenden Kulturgruppen rückerstattet, falls der Landwirt die in den Artikeln 9 bis 12 angeführten Bedingungen nicht erfüllt.

KAPITEL X — Einsprüche

Art. 30 - § 1. Der Landwirt kann gemäß Artikel D.17 und D.18 des Gesetzbuches Einspruch erheben gegen auf der Grundlage des vorliegenden Erlasses gefasste Beschlüsse. Verfügt der Landwirt über Belege, so muss er diese dem Einspruch unter Gefahr der Unzulässigkeit beifügen.

Dieser Einspruch wird bei dem leitenden Beamten der Zahlstelle unter Beachtung der in den Artikeln D.16 bis D.18 des Gesetzbuches vorgesehenen Formen und Fristen eingereicht.

§ 2. Reicht er einen Einspruch ein, so ist der Landwirt verpflichtet, seine eingegangene Verpflichtung weiter anzuwenden, bis die Zahlstelle einen endgültigen Beschluss gefasst hat.

KAPITEL XI — Vollmachten und Abweichungen

Art. 31 - Der leitende Beamte der Zahlstelle oder bei dessen Abwesenheit oder Verhinderung der Beamte, der ihn ersetzt:

1° ist bevollmächtigt, um die Ausgaben bezüglich der im vorliegenden Erlass vorgesehenen Beihilfen festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen;

2° legt jegliches Dokument zur Erläuterung der gesetzlichen Vorschriften für die Landwirte sowie das Musterdokument der Kontrollberichte fest.

KAPITEL XII — Übergangsbestimmungen

Art. 32 - § 1. In Anwendung von Artikel 46, § 2 der Verordnung Nr. 1974/2006 in ihrer durch die Durchführungsverordnung (EU) Nr. 679/2011 der Kommission vom 14. Juli 2011 zur Änderung der Verordnung (EG) Nr. 1974/2006 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) abgeänderten Fassung, werden die laufenden Verpflichtungen, die ab dem Wirtschaftsjahr 2011 eingegangen worden sind, an den rechtlichen Rahmen des Programmplanungszeitraums 2014-2020 angepasst, sobald das neue wallonische Programm für die ländliche Entwicklung 2014-2020 in Kraft getreten ist. Der Landwirt kann seine Verpflichtung auf der Grundlage der neuen Bedingungen weiterführen oder sie unterbrechen, ohne dabei die ihm bereits gezahlten Beträge rückerstatten zu müssen.

Die Anpassungen können die Anforderungen der Grundanforderungen der Verpflichtungen gemäß Artikel 15 betreffen.

Wird die Anpassung von dem Landwirt nicht akzeptiert, so endet die Verpflichtung, ohne dass für den Zeitraum, während dem eine Verpflichtung angewandt wurde, eine Rückzahlung der Beihilfen von dem Landwirt gefordert wird.

§ 2. Die Zahlstelle informiert den Landwirt über die Anwendung von § 1 über die Presse oder durch ein persönliches Schreiben.

Art. 33 - Für das Jahr 2014 wird jeder Beihilfeantrag und jeder Zahlungsantrag innerhalb der unter Androhung der Nichtigkeit für die Einreichung des Sammelantrags gemäß Artikel D.31 des Gesetzbuches vorgesehenen Frist eingereicht, wobei diesen Anträgen unter Gefahr der Nichtigkeit die ggf. erforderlichen Belege, die von der Zahlstelle in dem Sammelantrag beantragt werden, beizufügen sind.

Art. 34 - Die Zahlstelle prüft die Beihilfefähigkeit des Antragstellers.

Die Zahlstelle informiert den Landwirt spätestens am 30. Juni nachdem er seinen Antrag eingereicht hat, durch ein Schriftstück, dessen Datum zweifellos nachgewiesen werden kann, über die Zulässigkeit oder die Unzulässigkeit des jährlichen Beihilfeantrags oder des jährlichen Zahlungsantrags sowie über die Elemente, auf denen diese Zulässigkeit oder Unzulässigkeit fußen.

Art. 35 - Für die am 1. April 2014 bereits bestehenden oder eingegangenen Verpflichtungen wird die in Artikel 11 angeführte Verpflichtungsdauer um neun Monate verlängert. Es ist davon auszugehen, dass diese neun Monate sich vom 1. April 2014 bis am 31. Dezember 2014 erstrecken. Ab dem 1. Januar 2015 beziehen sich diese Verpflichtungen auf Zeiträume, die jeweils am 1. Januar beginnen und am 31. Dezember enden bis das eine Verpflichtungsdauer von fünf Jahren und neun Monaten erreicht ist.

Für das Jahr 2014 bezieht sich der in Artikel 17, Absatz 1 erwähnte jährliche Teilbetrag für die in Absatz 1 erwähnten Verpflichtungen ausschließlich auf die in Absatz 1 erwähnten neun Monate.

KAPITEL XIII — *Schlussbestimmungen*

Art. 36 - Der vorliegende Erlass ist anwendbar auf alle laufenden Beihilfeanträge, einschließlich der Anträge, die Gegenstand eines Einspruchs sind.

Art. 37 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. November 2008 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft wird aufgehoben.

Art. 38 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 39 - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 3. April 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

Anlage 1 — Kulturgruppen und Pflanzendecken

Einzigster Artikel - § 1. Die in Artikel 3 angeführten Kulturgruppen werden wie folgt festgelegt:

1° die Kulturgruppe 1 unter der Bezeichnung "Wiesen, Futterkulturen", bestehend aus den nachstehend angeführten vier Untergruppen:

a. Für die Wiesen, eine Untergruppe mit den folgenden Kulturen:

- i. Dauerwiesen;
- ii. Wechselwiesen.

b. Für die Futterkulturen, eine Untergruppe mit den folgenden Kulturen:

- i. Maissilage;
- ii. Sonstige Futtermittel;
- iii. Leguminosen;
- iv. Klee;
- v. Luzerne.

2° die Kulturgruppe 2 unter der Bezeichnung "Gartenbau und Baumzucht", bestehend aus den nachstehend angeführten Kulturen:

- a. Gemüsebau im Freiland;
- b. Gemüsebau im Gewächshaus;
- c. Baumschulen von Obstbäumen oder Zierpflanzen;
- d. Aromatische Pflanzen;
- e. Heilpflanzen;
- f. Ungenießbare Gartenbaukulturen;
- g. Obstbau mehrjährig;
- h. Obstbau jährlich;
- i. Obstbaumzucht mit mehr als 250 Bäumen pro Hektar;
- j. Anbau von Haselnusssträuchern;
- k. Anbau von Nussbäumen;
- l. Hopfenanbau;
- m. Anpflanzung von Reben.

3° die Kulturgruppe 3 unter der Bezeichnung "Große jährliche Kulturen", bestehend aus den nachstehend angeführten Kulturen:

- a. Getreide;
- b. Raps;
- c. Buchweizen;
- d. Kanariengras;
- e. Körnermais;
- f. Sonnenblume;
- g. Sojabohne;
- h. Lein;
- i. Hanf;
- j. Eiweißpflanzen;
- k. Gemisch aus Eiweißpflanzen und Getreide;
- l. Zichorie;
- m. Kartoffel;
- n. Zuckerrüben;
- o. Angelika;
- p. Brennnessel für die Lebensmittelerzeugung;
- q. Futtergras nur für die Saatguterzeugung nach der biologischen Produktionsmethode;
- r. Wendefläche.

§ 2. Die folgenden Pflanzendecken sind von den Beihilfen für die biologische Landwirtschaft ausgeschlossen:

- a. Natürliche Pflanzendecke;
- b. Pflanzendecken, die die Fauna fördern;
- c. Forstkulturen mit einer kurzen Umtriebszeit;
- d. Anbau von Miscanthus;
- e. Aufforstung von landwirtschaftlichen Ländereien;
- f. Baumschulen für forstliche Baumarten;
- g. Tabakanbau;
- h. Weihnachtsbäume;
- i. Pflanzendecke zu Umweltschutzzwecken, die von Dritten entlohnt wird, wie zum Beispiel die ökologische Ausgleichsfläche, die im Rahmen der Errichtung von Windrädern angelegt wird;
- j. aus der Produktion genommene Fläche.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. April 2008 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft beigelegt zu werden.

Namur, den 3. April 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
C. DI ANTONIO

Anlage 2 — Betrag der Beihilfen

Einzigster Artikel - § 1. Für die in Artikel 3 festgelegten drei Kulturgruppen wird der Beihilfebetrag pro Flächenabschnitt gewährt.

1° für die in Artikel 3 angeführte Kulturgruppe 1 wird der Betrag der Beihilfe auf der Grundlage der Gesamtfläche aller berücksichtigten Parzellen festgelegt:

- a. 275 Euro/ha für die ersten 32 Hektar;
- b. 150 Euro/ha ab dem 33. Hektar und bis zum 64. Hektar;
- c. 75 Euro/ha ab dem 65. Hektar.

2° für die in Artikel 3 angeführte Kulturgruppe 2 wird der Betrag der Beihilfe auf der Grundlage der Gesamtfläche aller berücksichtigten Parzellen festgelegt:

- a. 750 Euro/ha für die ersten 14 Hektar;
- b. 450 Euro/ha ab dem 15. Hektar.

3° für die in Artikel 3 angeführte Kulturgruppe 3 wird der Betrag der Beihilfe auf der Grundlage der Gesamtfläche aller berücksichtigten Parzellen festgelegt:

- a. 450 Euro/ha für die ersten 32 Hektar;
- b. 325 Euro/ha ab dem 33. Hektar und bis zum 64. Hektar;
- c. 250 Euro/ha ab dem 65. Hektar.

§ 2. Der Betrag der in Artikel 5 angeführten Umstellungsbeihilfe wird in Teilabschnitten der Gesamtfläche aller umzustellenden Parzellen nach Gruppen festgelegt.

1° für die in Artikel 3 angeführte Kulturgruppe 1:

- a. 425 Euro/ha für die ersten 32 Hektar;
- b. 300 Euro/ha ab dem 33. Hektar und bis zum 64. Hektar;
- c. 225 Euro/ha ab dem 65. Hektar;

2° für die in Artikel 3 angeführte Kulturgruppe 2:

- a. 900 Euro/ha für die ersten 14 Hektar;
- b. 600 Euro/ha ab dem 15. Hektar;

3° für die in Artikel 3 angeführte Kulturgruppe 3:

- a. 600 Euro/ha für die ersten 32 Hektar;
- b. 475 Euro/ha ab dem 33. Hektar und bis zum 64. Hektar;
- c. 400 Euro/ha ab dem 65. Hektar.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. April 2008 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft beigelegt zu werden.

Namur, den 3. April 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/203313]

3 APRIL 2014. — Besluit van de Waalse Regering betreffende steunverlening aan de biologische landbouw en tot opheffing van het besluit van 24 april 2008 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad van 20 september 2005 inzake steun aan plattelandsonwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandsonwikkeling (ELFPO);

Gelet op Verordening (EG) nr. 1974/2006 van de Commissie van 15 december 2006 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad inzake steun aan plattelandsonwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandsonwikkeling (ELFPO);

Gelet op Verordening (EG) nr. 834/2007 van de Raad van 28 juni 2007 inzake de biologische productie en de etikettering van biologische producten en tot intrekking van Verordening (EEG) nr. 2092/91;

Gelet op Verordening (EU) nr. 65/2011 van de Commissie van 27 januari 2011 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1698/2005 met betrekking tot de toepassing van controleprocedures en van de randvoorwaarden in het kader van de steunmaatregelen voor plattelandsonwikkeling;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake steun aan plattelandsonwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandsonwikkeling (ELFPO) en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1310/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 houdende bepaalde overgangsbepalingen inzake steun aan plattelandsonwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandsonwikkeling (ELFPO), houdende wijziging van Verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft middelen en de verdeling ervan met betrekking tot 2014, houdende wijziging van Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad en de Verordeningen (EU) nr. 1307/2013, (EU) nr. 1306/2013 en (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft de toepassing ervan in 2014;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, inzonderheid op de artikelen D.4, D.242, D.249 tot D.251;

Gelet op het besluit van 24 april 2008 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 25 november 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 5 december 2013;

Overwegende dat de autonome adviescel inzake duurzame ontwikkeling binnen de voorgeschreven termijnen geen advies heeft uitgebracht overeenkomstig artikel 11, vierde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 3 oktober 2013 tot uitvoering van het decreet van 27 juni 2013 betreffende het Waals beleid inzake duurzame ontwikkeling met het oog op de oprichting van een autonome adviescel duurzame ontwikkeling;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid;

Gelet op advies 54.839/4 van de Raad van State, gegeven op 10 februari 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat er maatregelen getroffen dienen te worden om de overgang te regelen tussen beide Europese programmeringsperiodes;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o Besluit van de Waalse Regering van 11 februari 2010 : het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 2010 inzake de productiemethode en etikettering van biologische producten en tot intrekking van het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008;

2^o Wetboek : Waals Landbouwwetboek;

3^o randvoorwaarden : de uit de regelgeving voortvloeiende beheerseisen en de eisen inzake goede landbouw- en milieuconditie vermeld in de artikelen 4, 5 en 6 van Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad van 19 januari 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening aan landbouwers in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers;

4^o steunaanvraag : een steunaanvraag in de zin van artikel 2, *a*), van Verordening nr. 65/2011;

5^o betalingsaanvraag : een verzoek tot betaling in de zin van artikel 2, *b*), van Verordening nr. 65/2011;

6^o verbintenis : het geheel van de voorwaarden voor de productie van de biologische landbouw die de landbouwer bereid is na te komen naar aanleiding van zijn steunaanvraag;

7^o bedrijf : het geheel van de productie-eenheden gelegen op het geografische grondgebied van België en op autonome wijze beheerd door één landbouwer;

8^o gewasgroep : een gewasgroep in de zin van artikel 16, § 2, van Verordening (EG) nr. 65/2011 van de Commissie van 2 januari 2011 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad met betrekking tot de toepassing van controleprocedures en van de randvoorwaarden in het kader van de steunmaatregelen voor plattelandsonwikkeling;

9^o controleorgaan : een controleorgaan in de zin van artikel 2, 5^o, van het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 2010 inzake de productiemethode en etikettering van biologische producten en tot intrekking van het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008;

10^o programmeringsperiode : de periode waarover een plattelandsonwikkelingsprogramma zich uitstrekt voor een bij de Europese wetgeving bepaalde duur;

11^o Waals plan voor plattelandsonwikkeling : het programma in de zin van artikel 15 van Verordening nr. 1698/2005;

12^o Verordening nr. 1698/2005 : Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad van 20 september inzake steun aan plattelandsonwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandsonwikkeling (ELFPO);

13° Verordening nr. 1974/2006 : Verordening (EG) nr. 1974/2006 van de Commissie van 15 december 2006 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad inzake steun aan plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandontwikkeling (ELFPO);

14° Verordening nr. 834/2007 : Verordening (EG) nr. 834/2007 van de Raad van 28 juni 2007 inzake de biologische productie en de etikettering van biologische producten en tot intrekking van Verordening (EEG) nr. 2092/21;

15° Verordening nr. 65/2011 : Verordening (EG) nr. 65/2011 van de Commissie van 27 januari 2011 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad met betrekking tot de toepassing van controleprocedures en van de randvoorwaarden in het kader van de steunmaatregelen voor plattelandontwikkeling;

16° Sanitrace : geautomatiseerd systeem voor de behandeling van de gegevens betreffende de identificatie en de registratie van dieren, gebruikt door het Federaal agentschap voor de veiligheid van de voedingsketen;

17° G.V.E. : grootvee-eenheid of referentie-eenheid waarmee een aggregatie van vee van verschillende soorten en leeftijden gemaakt kan worden aan de hand van specifieke coëfficiënten die aanvankelijk opgemaakt zijn op basis van de voedingsbehoeften van elk type dier;

18° productie-eenheid : het geheel van de functioneel samenhangende productiemiddelen die uitsluitend door de landbouwer zelf worden gebruikt, met inbegrip van de gebouwen, de opslaginfrastructuur, de gekweekte dieren, de landbouwpercelen en de voedervoorraden die nodig zijn om één of meerdere landbouwactiviteiten uit te oefenen.

HOOFDSTUK II. — *Algemene bepalingen*

Art. 2. De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op landbouwpercelen van bedrijven die geheel of gedeeltelijk in het Waalse Gewest gelegen zijn en door een landbouwer in de eenmalige aanvraag aangegeven worden als zijnde het voorwerp van een verbintenis voor een biologische landbouwproductiewijze.

Art. 3. Enkel de drie gewasgroepen bedoeld in bijlage 1 kunnen het voorwerp uitmaken van een verbintenis om in aanmerking te komen voor steun aan de biologische landbouw.

Art. 4. Wanneer de landbouwer tijdens de verbintenis steun aan de biologische landbouw voor bijkomende percelen aanvraagt, worden de nieuwe percelen opgenomen in de lopende verbintenis voor de nog te lopen verbintenisperiode.

Die bijkomende percelen kunnen in aanmerking komen voor conversiesteun tijdens maximum twee jaar indien ze sinds minstens tien jaar niet in aanmerking zijn gekomen voor steun aan de biologische landbouw.

Art. 5. Tijdens de in artikel 11 bedoelde verbintenisperiode wordt conversiesteun zoals bepaald in bijlage 2, enig artikel, § 2, toegekend aan de landbouwer die zijn bedrijf omschakelt naar een bedrijf dat de biologische biologische landbouwproductiemethode naleeft en dat voldoet aan de in de artikelen 9 en 12 bedoelde voorwaarden voor de in aanmerking komende percelen waarvoor sinds minstens tien jaar geen enkele steun aan de biologische landbouw werd verleend.

De conversiesteun wordt jaarlijks gestort tijdens de twee verbintenisjaren waarin de conversiesteun wordt verleend. Tijdens die periode van twee jaar mag de landbouwer alleen voor de percelen in aanmerking komen voor de conversiesteun, met uitzondering van de steun aan de biologische landbouw bedoeld in bijlage 2, enig artikel, § 1. Tijdens de overige periode mag de landbouwer alleen in aanmerking komen voor de steun aan de biologische landbouw bedoeld in bijlage 2, enig artikel, § 1.

Overeenkomstig artikel 17 stuurt de landbouwer jaarlijks een betalingsaanvraag om in aanmerking te komen voor de conversiesteun of de steun aan de biologische landbouw.

HOOFDSTUK III. — *Indiening van de aanvraag*

Art. 6. § 1^{er}. Op straffe van onontvankelijkheid dient de landbouwer een steunaanvraag in uiterlijk 1 november van het jaar vóór aanvang van zijn verbintenis.

Het betaalorgaan legt een steunaanvraagformulier ter beschikking van de landbouwer op de website of bij de buitendirectie van zijn ambtsgebied.

Onverminderd de gevallen van overmacht en de buitengewone omstandigheden bedoeld in hoofdstuk 8, is de aanvraag onontvankelijk wanneer hij ingediend wordt na de overeenkomstig het eerste lid vastgelegde grensdatum.

Het steunaanvraagformulier bevat alle gegevens die nodig zijn voor de opdracht van het betaalorgaan en op zijn minst de volgende gegevens :

1° de identificatie van de begunstigde;

2° de identificatie van de percelen van het bedrijf waarop de steunaanvraag betrekking heeft;

3° een attest op erewoord om de nodige stappen te ondernemen voor de aansluiting bij een controleorgaan uiterlijk op 1 januari na de indiening van de steunaanvraag of het bewijs van zijn aansluiting bij een controleorgaan.

Als de steunaanvraag ontvankelijk is, stuurt het betaalorgaan volgens dezelfde modaliteiten als die bedoeld in artikel 8, § 2, en uiterlijk op 20 december vóór het begin van zijn verbintenis een schrijven aan de landbouwer waarin bevestigd wordt dat zijn verbintenis op 1 januari ingaat.

§ 2. De jaarlijkse betalingsaanvraag wordt ingediend binnen de voor de indiening van het eenmalig aanvraagformulier voorgeschreven termijn, krachtens artikel 11, § 2, van Verordening (EG) nr. 1122/2009 van de Commissie van 30 november 2009 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad inzake de randvoorwaarden, de modulatie en het geïntegreerd beheers- en controlesysteem in het kader van de bij deze Verordening bedoelde regelingen inzake rechtstreekse steunverlening ten gunste van landbouwers alsook uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1234/2007 van de Raad wat betreft de randvoorwaarden in het kader van de steunregeling voor de wijnsector. De aanvraag gaat vergezeld van de eventuele bewijsstukken aangevraagd door het betaalorgaan in de eenmalige aanvraag, overeenkomstig artikel 8 van Verordening nr. 65/2011.

§ 3. Elke eventuele wijziging in de steun- of betalingsaanvraag wordt uiterlijk 31 mei van het in aanmerking genomen jaar aan het betaalorgaan gericht of overgelegd voor zover het betaalorgaan de landbouwer niet reeds in kennis heeft gesteld van de onregelmatigheden in zijn aanvraag of voor zover hem geen controle ter plaatse is aangekondigd en die controle geen onregelmatigheden aan het licht heeft gebracht.

Art. 7. Als de landbouwer zijn verbintenis na afloop van de verbintenis bedoeld in artikel 11 wenst voort te zetten, dient hij een nieuwe steunaanvraag in volgens de modaliteiten van artikel 6, op straffe van onontvankelijkheid van zijn steunaanvraag.

Het betaalorgaan verwittigt de landbouwer via de informatiedocumenten die bij het eenmalige aanvraagformulier gevoegd zijn, dat hij zich in het laatste verbintenisjaar bevindt.

Art. 8. § 1. Het betaalorgaan gaat na of het perceel in aanmerking komt voor de steunaanvraag.

§ 2. Het betaalorgaan deelt op 30 juni na de indiening van de betalingsaanvraag van de landbouwer d.m.v. een document mee dat de aanvraag al dan niet in aanmerking genomen wordt.

Het betaalorgaan wijst er ook op dat, indien administratieve controles of controles ter plaatse aan het licht brengen dat de landbouwer niet voldoet aan de normen bedoeld in artikel 26, het bestuur het bedrag van de steun zal verminderen of zelfs terugvorderen.

HOOFDSTUK IV. — Voorwaarden betreffende de aanvraag van steun aan biologische productie

Art. 9. § 1. De steunaanvraag is alleen ontvankelijk als de landbouwer aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° geïdentificeerd zijn bij het betaalorgaan in het kader van het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, overeenkomstig de artikelen D.20 en D.22 van het Wetboek;

2° een bedrijfszetel in het Koninkrijk België hebben;

3° zich ertoe verbinden alle voorwaarden betreffende de biologische productiewijze op de betrokken percelen vanaf 1 januari na de steunaanvraag zonder onderbreking en gedurende minstens vijf jaar na te leven en op de tijdens de verbintenis toegevoegde percelen, voor de nog te lopen tijd tot de vervaldatum van vijf jaar;

4° zijn steunaanvraag hebben ingediend binnen de termijn bedoeld in artikel 6;

§ 2. De jaarlijkse betalingsaanvragen zijn alleen ontvankelijk als ze voldoen aan de voorwaarden bedoeld in paragraaf 1, 1° en 2°, en 4°, en als ze via het eenmalige aanvraagformulier ingediend worden overeenkomstig artikel 8 van Verordening (EG) nr. 65/2011.

Art. 10. De steunaanvraag en de jaarlijkse betalingsaanvragen kunnen in aanmerking genomen worden als de landbouwer aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° de gronden waarvoor hij de steun aan de biologische productie aanvraagt op het grondgebied van het Waalse Gewest exploiteren;

2° zijn activiteit en het gebruik van de percelen waarvoor de steun wordt aangevraagd aan een controleorgaan, uiterlijk binnen de termijn bedoeld in artikel 6, § 1, derde lid, megedeeld hebben;

3° alle dieren van het bedrijf in het identificatie- en registratiesysteem voor dieren, Sanitrace, geïdentificeerd en geregistreerd hebben;

4° geen voorwerp hebben uitgemaakt van een in artikel 28, § 4, bedoelde uitsluitingsbeslissing gedurende het jaar vóór het jaar waarvoor de steun wordt aangevraagd.

Voor de toepassing van het eerste lid, 2°, heeft de melding, in de jaarlijkse steun- of betalingsaanvraag, dat een perceel buiten het grondgebied van het Waalse Gewest ligt tot gevolg dat de aanvraag niet in aanmerking genomen wordt voor het perceel dat ofwel buiten het grondgebied van het Waalse Gewest, ofwel in een oppervlakte voor ecologische compensatie is gelegen.

Voor de toepassing van het eerste lid, 3°, bevinden alle geïdentificeerde dieren zich in de productie-eenheid/eenheden beheerd door de landbouwer die voor deze steun in aanmerking komt.

HOOFDSTUK V. — Verbintenissen en bedrag van de steun

Art. 11. De verbintenis om in aanmerking te komen voor steun aan biologische landbouw duurt vijf jaar en mag niet worden onderbroken. Die verbintenis is gebonden aan de percelen die door de landbouwer tijdens het eerste jaar van de verbintenis zijn aangegeven en, in het geval van tijdens de verbintenis eventueel toegevoegde percelen, voor de duur van de nog te lopen verbintenis.

Art. 12. Om in aanmerking te komen voor de steun aan de biologische productie beheert de landbouwer zijn landbouwbedrijf overeenkomstig :

1° de bepalingen van Verordening (EG) nr. 834/2007 van Verordening (EG) nr. 889/2009 van de Commissie houdende vaststelling van uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 834/2007;

2° de artikelen 3, derde lid, en 4, en de bijlagen 4 en 5 van het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 2010.

Art. 13. Voor de gewasgroepen vermeld in bijlage 1 wordt het bedrag van de steun per oppervlaktenschijf zoals bepaald in bijlage 2 vastgesteld.

Art. 14. § 1. Voor de oppervlakten van de in bijlage 1 bedoelde gewasgroep houdt de in artikel 13 bedoelde berekening van de steun rekening met het geheel van de voor de bedoelde groep bepaalde oppervlakten wanneer de veebezetting van het bedrijf hoger dan of gelijk is aan 0,6 GVE per hectare.

Als de veebezetting van het bedrijf voor de gewasgroep 1 zoals bedoeld in bijlage 1 overeenkomstig artikel 3 lager is dan 0,6 GVE per hectare, worden de oppervlakten die in aanmerking worden genomen voor de berekening van de steun, beperkt tot de oppervlakten van groep 1 die noodzakelijk zijn om een veebezetting van 0,6 GVE per hectare te bereiken.

§ 2. De dieren die in aanmerking komen voor de berekening van het veebestand, worden gefokt volgens de biologische productiemethode en hun houder is de producent betrokken bij de betalingsaanvraag. Al deze dieren bevinden zich in de productie-eenheid/eenheden die door deze landbouwer beheerd worden.

De veebezetting is de gemiddelde bezetting van het bedrijf voor het betrokken kalenderjaar. De bezetting wordt vastgesteld op grond van de gegevens die met de volgende elementen overeenstemmen :

1° het gemiddelde van de dagelijkse gegevens uit het identificatie- en registratiesysteem Sanitrace, wat betreft runderen en waarvan de aanwezigheid in het bedrijf bevestigd is door het controleorgaan voor het betrokken jaar;

2° het aantal paardachtigen aangegeven door de landbouwer in zijn eenmalige aanvraag van het bedoelde jaar en waarvan de aanwezigheid in het bedrijf bevestigd is door het controleorgaan voor het bedoelde jaar;

3° de jaarlijkse inventaris betreffende de identificatie en registratie van schaapachtigen, geitachtigen, hertachtigen waarvan de aanwezigheid in het bedrijf bevestigd is door het controleorgaan voor het bedoelde jaar.

§ 3. Het aantal GVE's betreffende die dieren wordt berekend d.m.v. volgende coëfficiënten :

1° runderen van twee jaar en ouder, paarden ouder dan zes maanden : 1 GVE;

2° runderen van nul tot zes maanden : 0,4 GVE;

3° runderen tussen zes maanden en twee jaar : 0,6 GVE;

3° schapen of geiten ouder dan zes maanden : 0,15 GVE;

5° hertachtigen ouder dan zes maanden : 0,25 G.V.E.

Art. 15. Overeenkomstig artikel 39, § 3, van Verordening nr.1698/2005 gaan de verbintenissen verder dan de dwingende normen die vastliggen in het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot vastlegging van de richtsnoeren voor de randvoorwaarden bedoeld in artikel 27 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid, dan de minimumeisen inzake het gebruik van meststoffen en gewasbeschermingsmiddelen. Het geheel van de eisen vormt de basislijn van de verbintenissen met het oog op de biologische productie.

Art. 16. Overeenkomstig artikel 4, § 8, van Verordening nr. 65/2011 worden geen betalingen gedaan aan de landbouwer van wie vaststaat dat hij de voorwaarden voor die betalingen kunstmatig heeft bewerkstelligd om een voordeel te verkrijgen dat indruist tegen de doelstellingen van de steunregeling aan de biologische productie.

HOOFDSTUK VI. — *Betaling*

Art. 17. De steun aan de biologische landbouw wordt in jaarlijkse schijven betaald. De periode waarover een jaarlijkse schijf zich uitstrekt, gaat in op 1 januari van het jaar waarop ze betrekking heeft en eindigt op 31 december van hetzelfde jaar.

Elke jaarlijkse schijf wordt gestort aan de landbouwer die zijn overeenstemmende jaarlijkse betalingsaanvraag heeft ingediend voor zover de voorwaarden van de verbintenissen vervuld zijn tijdens de door bedoelde schijf gedekte periode en voor zover de in de artikelen 9 en 10 bedoelde voorwaarden bij de storting nog steeds voldaan worden.

Overeenkomstig artikel 9 van Verordening (EG) nr. 65/2011 kan het betaalorgaan, rekening houdend met het risico dat te veel wordt betaald, een voorschot overeenstemmend met een percentage van de steun van maximum 75 % betalen nadat de administratieve controles zijn voltooid. Het betalingspercentage is hetzelfde voor alle landbouwers die de maatregel genieten.

Overeenkomstig artikel 9 van Verordening (EG) nr. 65/2011 wordt voor geen enkele maatregel of groep van concrete acties een betaling verricht voordat de controles op de inachtneming van de subsidiabiliteitscriteria zijn afgerond.

Art. 18. Elke jaarlijkse schijf wordt uitbetaald binnen zes maanden na afloop van de periode waarop ze betrekking heeft, behoudens bijzondere omstandigheden.

De jaarlijkse schijven worden vastgelegd op basis van de jaarlijkse betalingsaanvraag die de landbouwer overeenkomstig artikel 17, eerste lid, stuurt en van de administratieve controles of de ter plaatse verrichte controles, overeenkomstig artikel 10, § 2, van Verordening (EG) nr. 65/2011.

Voor elk verbintenisjaar wordt een samenvatting van de berekening van de toegekende steun na de betaling ervan aan de landbouwer meegedeeld.

Art. 19. De steun aan de biologische landbouw wordt aan de landbouwers gestort binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten.

Als de fondsen ontoereikend zijn, kan de Minister beslissen dat de landbouwers geen nieuwe verbintenissen meer mogen aangaan.

HOOFDSTUK VII. — *Verbintenisoverdrachten en -herzieningen*

Afdeling 1. — Overdracht van de verbintenis

Art. 20. § 1. Overeenkomstig artikel 44, § 1, van Verordening nr. 1974/2006, kan de landbouwer, in geval van overdracht, de verbintenis van de overnemende landbouwer voor de resterende looptijd overnemen. Wordt de verbintenis niet overgenomen, dan moet de overdragende landbouwer de ontvangen steun terugbetalen.

§ 2. De overdracht van de verbintenis valt samen met de overdracht van het bedrijf, van de landbouwpercelen of de betrokken dieren en wordt binnen vijftien dagen, te rekenen van de overdrachtsdatum, door de overnemende en de overdragende landbouwer schriftelijk meegedeeld aan het betaalorgaan d.m.v. het formulier dat daartoe voorzien wordt in de eenmalige aanvraag.

De overnemende landbouwer zet de verbintenissen voor de nog te lopen periode voort.

Als de overgenomen verbintenis overeenkomstig hoofdstuk 9, afdeling 2, stopgezet wordt, betaalt de overnemende landbouwer de steun terug die hem is gestort in hoofde van de lopende verbintenis, alsook de betrokken steun die aan de overdrager werd gestort sinds het begin van de door hem aangepane verbintenis.

§ 3. Een overdracht wordt geacht te hebben plaatsgevonden op de eerste dag van de jaarlijkse periode zoals bedoeld in artikel 17, eerste lid, die volgt op de kennisgeving van de overdracht. De overdragende landbouwer geniet de steun die overeenstemt met de jaarlijkse periode waarin de kennisgeving van de overdracht heeft plaatsgevonden voor zover voldaan werd aan alle ontvankelijkheids- en subsidiabiliteitsvoorwaarden en de verbintenissen door hemzelf en de landbouwer nagekomen werden gedurende de betrokken jaarlijkse periode.

Een overdracht kan doorgevoerd worden via een wijziging waarin artikel 6, § 3, voorziet. In dat geval wordt de overdracht geacht te zijn betekend gedurende de jaarlijkse periode die aan de wijziging is voorafgegaan.

Als de overnemende landbouwer de voorwaarden niet vervult tijdens de periode die volgt op de kennisgeving zoals bedoeld in § 2, eerste lid, wordt de steun aan de jaarlijkse periode waarin de overdracht heeft plaatsgevonden verminderd of door de overnemende landbouwer terugbetaald en wordt de voor de voorafgaande periodes gestorte steun in voorkomend geval terugbetaald door de overnemende landbouwer.

De ontvankelijkheids- en subsidiabiliteitsvoorwaarden betreffende de overgedragen verbintenissen worden geëvalueerd naar gelang van die verbintenissen, waarbij de methoden waarmee de landbouwer voor de overdracht heeft ingestemd niet in aanmerking genomen worden in het kader van die evaluatie.

Art. 21. Overeenkomstig artikel 44 van Verordening nr. 1974/2006, eist het betaalorgaan de in artikel 20, § 1, bedoelde terugbetaling niet in de volgende gevallen :

1° indien de overdragende landbouwer zijn landbouwactiviteiten definitief beëindigt, terwijl zijn verbintenis gedurende drie jaar is nageleefd en de overname van die verbintenis door een opvolger niet haalbaar is;

2° indien de overdracht van een deel van het bedrijf van de landbouwer plaatsvindt in een periode waarmee de looptijd van de verbintenis overeenkomstig artikel 27, § 12, tweede lid, van Verordening nr. 1974/2006 is verlengd, en indien de overdracht betrekking heeft op ten hoogste 50 % van de oppervlakte die onder de verbintenis viel vóór de verlenging van de looptijd daarvan;

3° als de overdracht slechts geringe veranderingen van de bedrijfssituatie tot gevolg heeft en als de toepassing van artikel 20, § 1, niet leidt tot resultaten die in het licht van de aangepane verbintenis niet passend zijn.

Afdeling 2. — Herziening van de verbintenissen

Art. 22. § 1. Overeenkomstig artikel 46, § 1, van Verordening nr. 1974/2006 worden de verbintenissen aangepast in geval van wijziging van de in artikel 15 bedoelde basislijn van de verbintenissen.

De bedragen van de steun kunnen op basis bedoeld in het eerste lid herzien worden.

Als de aanpassing niet aanvaard wordt door de landbouwer, eindigt de verbintenis en betaalt hij de steun die hij reeds ontvangen heeft voor de afgelopen periodes niet terug.

§ 2. Het betaalorgaan geeft de landbouwer kennis van de toepassing van § 1 via de pers of in een persoonlijk schrijven.

HOOFDSTUK VIII. — Geval van overmacht, duidelijke fout en uitzonderlijke omstandigheden

Art. 23. De terugbetaling wordt niet geëist in de gevallen van overmacht of uitzonderlijke omstandigheden vermeld in artikel 47, § 1, *af*), van Verordening (EG) nr. 1974/2006 en wanneer werken van openbaar nut de nakoming van de verbintenis beletten.

In de gevallen bedoeld in het eerste lid doet de landbouwer het betaalorgaan een schriftelijke kennisgeving toekomen, samen met relevante bewijzen, binnen tien werkdagen na de datum waarop hij in staat is dit te doen, overeenkomstig artikel 47, § 2, van Verordening nr. 1974/2006.

Art. 24. De landbouwer die zijn verbintenissen niet kan blijven nakomen doordat zijn bedrijf wordt herverkaveld of binnen een ruilverkaveling van overheidswege of een door de bevoegde autoriteiten goedgekeurde ruilverkaveling valt, geeft het betaalorgaan schriftelijk kennis daarvan voor de datum van ingebruikneming, en past zijn oorspronkelijke verbintenissen aan de nieuwe toestand van het bedrijf in overleg met het betaalorgaan en volgens zijn voorschriften aan. Het betaalorgaan geeft de landbouwer kennis van de inhoud van de aangepaste verbintenissen.

Indien een dergelijke aanpassing onmogelijk is, eindigt de verbintenis en wordt geen enkele terugbetaling vereist voor de effectieve verbintenisperiode. In dat geval wordt de landbouwer door het betaalorgaan in kennis gesteld van het einde van bedoelde verbintenis.

Art. 25. § 1. Overeenkomstig artikel 3, § 4, van Verordening nr. 65/2011, kunnen de steunaanvraag, de jaarlijkse betalingsaanvragen en de andere aangiften te allen tijde na de indiening ervan worden aangepast in geval van een kennelijke fout die door het betaalorgaan als zodanig wordt erkend.

§ 2. Overeenkomstig artikel 5, § 3, van Verordening nr. 65/2011, geldt de terugbetalingsverplichting niet in geval van onverschuldigde betaling indien de betaling is verricht als gevolg van een fout van het betaalorgaan of van een gemachtigde instelling van het betaalorgaan, en indien de fout redelijkerwijs niet door de begunstigde kon worden ontdekt.

Als de fout evenwel betrekking heeft op feitelijke elementen die relevant zijn voor de berekening van de steun, is het eerste lid slechts van toepassing indien het terugvorderingsbesluit niet binnen 12 maanden na de betaling is meegedeeld.

*HOOFDSTUK IX. — Controle, verminderingen en terugbetaling**Afdeling 1. — Controle*

Art. 26. § 1. Het betaalorgaan of de controleorganen gaan na of de na te leven verplichtingen om in aanmerking te komen voor de in dit besluit bepaalde steun aan biologische landbouw nageleefd zijn.

Elke controleweigering van een landbouwer heeft van rechtswege het verlies van de volledige steun tot gevolg.

§ 2. Na afloop van de administratieve controles of van de controles ter plaatse, zijn de regelingen inzake verlagingen en uitsluitingen, omschreven in de artikelen 16 tot 18, 21 en 22 van Verordening nr. 65/2011, van toepassing bij de berekening van het bedrag van de toegekende steun.

Afdeling 2. — Verlaging en terugbetaling van de steun

Art. 27. De niet-naleving van de in dit besluit bedoelde bepalingen of van de verbintenis van een landbouwer kan de vermindering, de terugbetaling van het geheel of een gedeelte van de steun, of de uitsluiting van de bij dit besluit georganiseerde regeling voor de betrokken landbouwer als gevolg hebben.

Art. 28. § 1. De verlagingen van de steun worden toegepast overeenkomstig artikel 18, § 2, van Verordening nr. 65/2011 en in de volgorde bepaald in artikel 22 van dezelfde Verordening.

§ 2. De regeling van de verlaging en de afschaffing van de steun en vergoedingen wordt ingedeeld in vier niveaus die vastgelegd zijn als volgt :

1° Niveau 1 : afschaffing van de jaarlijkse betaling voor het bedoeld perceel;

2° Niveau 2 : afschaffing van de jaarlijkse betaling voor een gewasgroep;

3° Niveau 3 : afschaffing van de jaarlijkse betalingen voor alle gewasgroepen;

4° Niveau 4 : afschaffing van de jaarlijkse betaling voor alle gewasgroepen, stopzetting van de verbintenis en invordering van de bedragen die tijdens de hele verbintenis voor alle gewasgroepen ontvangen werden.

§ 3. De Minister is bevoegd om een verlagingrooster op te maken naar gelang van de tekortkomingen.

Naar gelang van de ernst, de omvang en het permanente karakter van de vastgestelde niet-naleving kan het verlagingniveau lager of hoger zijn dan het niveau bepaald in de verlagingrooster.

§ 4. Overeenkomstig artikel 18, § 3, van Verordening nr. 65/2011, wordt de landbouwer voor zowel het kalenderjaar van de bevinding als het daaropvolgende kalenderjaar uit de betrokken maatregel uitgesloten indien de niet-naleving het gevolg is van opzettelijke onregelmatigheden.

§ 5. Als de onregelmatigheid zich herhaalt of aanhoudt gedurende dezelfde periode van vijf jaar, wordt het niveau van de steunverlaging met twee niveaus verhoogd als niveau 1 of 2 in principe toepasselijk is of met één niveau als niveau 3 in principe toepasselijk is.

Artikel 1. Behalve in de gevallen bedoeld in de artikelen 23 en 24 en op voorwaarde dat de erin bepaalde procedures nageleefd worden, wordt de steun die in geval van conversie verhoogd wordt en die krachtens artikel 5 wordt toegekend, voor alle betrokken gewasgroepen terugbetaald indien de landbouwer de in de artikelen 9 tot 12 bedoelde voorwaarden niet naleeft.

HOOFDSTUK X. — *Beroep*

Art. 2. § 1. Overeenkomstig artikel D.17 en D.18 van het Wetboek kan de landbouwer een beroep indienen tegen alle beslissingen genomen krachtens dit besluit. Als de landbouwer daarover beschikt, gaat het beroep vergezeld van de bewijsstukken op straffe van niet-ontvankelijkheid.

Het beroep wordt bij de leidend ambtenaar van het betaalorgaan ingediend in de vorm en binnen de termijnen bedoeld in de D.16 tot D.18 van het Wetboek.

§ 2. In geval van indiening van een beroep blijft de landbouwer de aangegane verbintenis toepassen tot de definitieve beslissing van het betaalorgaan.

HOOFDSTUK XI. — *Machtigingen en afwijkingen*

Art. 3. De leidend ambtenaar van het betaalorgaan of, in geval van afwezigheid, verhindering, of in volgorde, de ambtenaar die hem vervangt :

1° is ertoe gemachtigd om de uitgaven betreffende de in dit besluit bedoelde steun vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren;

2° legt elk document ter toelichting van de reglementaire bepalingen ten behoeve van de landbouwers en het stamien van de controleverslagen vast.

HOOFDSTUK XII. — *Overgangsbepalingen*

Art. 4. § 1. Overeenkomstig artikel 46, § 2, van Verordening (EG) 1974/2006, zoals gewijzigd bij de uitvoeringsverordening (EU) nr. 679/2011 van de Commissie van 14 juli 2011 tot wijziging van Verordening (EG) 1974/2009 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad inzake steun aan plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandontwikkeling (ELFPO), worden de lopende verbintenissen die vanaf de campagne 2011 zijn gesloten, in het kader van de programmeringsperiode 2014-2020 aangepast zodra het nieuw Waals programma voor plattelandontwikkeling in werking treedt. De landbouwer kan zijn verbintenis op basis van de nieuwe voorwaarden voorzetten of ze zonder verplichting tot terugbetaling onderbreken.

De aanpassing kunnen de in artikel 15 bedoelde eisen van de basislijn van de verbintenissen betreffen.

Als de aanpassing niet door de landbouwer aanvaard wordt, eindigt de verbintenis en betaalt hij de steun niet terug die hij al ontvangen heeft voor de periode waarin de verbintenis effectief is geweest.

§ 2. Het betaalorgaan geeft de landbouwer kennis van de toepassing van § 1 via de pers of in een persoonlijk schrijven.

Art. 5. Voor het jaar 2014 worden elke steunaanvraag en elke betalingsaanvraag binnen de voorgeschreven termijn ingediend, op straffe van nietigheid van de indiening van het eenmalige aanvraagformulier krachtens artikel D.31 van het Wetboek. Ze gaan vergezeld van de eventuele bewijsstukken waarom het betaalorgaan in de eenmalige aanvraag verzoekt, op straffe van onontvankelijkheid.

Art. 6. Het betaalorgaan gaat na of de begunstigde in aanmerking komt voor de steun.

het betaalorgaan laat uiterlijk 30 juni na de indiening van de steunaanvraag of de jaarlijkse betalingsaanvraag d.m.v. een document waarvan de datum bewijskracht heeft, weten of de aanvraag al dan niet onontvankelijk is en deelt de elementen betreffende de onontvankelijkheid of de niet-ontvankelijkheid van de steun mede.

Art. 7. Voor de verbintenissen die lopen of voor 1 april 2014 aangegaan werden, wordt de in artikel 11 bedoelde duur met negen maanden verlengd. De looptijd van die negen maanden wordt geacht tussen 1 april 2014 en 31 december 2014 te liggen. Vanaf 1 januari 2015 dekken die verbintenissen periodes die ingaan op 1 januari en eindigen op 31 december totdat een verbintenisduur van vijf jaar en negen maanden bereikt wordt.

Voor het jaar 2014 dekt de jaarlijkse schijf bedoeld in artikel 17, eerste lid, slechts de negen maanden bedoeld in het eerste lid voor de betalingen betreffende de verbintenissen bedoeld in het eerste lid.

HOOFDSTUK XIII. — *Slotbepalingen*

Art. 8. Dit besluit is van toepassing op alle lopende steunaanvragen, met inbegrip van de aanvragen die het voorwerp van een beroep uitmaken.

Art. 9. Het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2008 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw wordt opgeheven.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het bekendgemaakt wordt.

Art. 11. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 april 2014.

De Minister-President,
R DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

Bijlage 1. — *Groep van gewassen en plantbedekkingen*

Enig artikel. § 1. De in artikel 3 bedoelde groepen van gewassen worden vastgesteld als volgt:

1° de gewasgroep 1, genoemd "weiden, voedergewassen", die samengesteld is van de volgende subgroepen:

a. voor de weiden, een subgroep met de volgende gewassen:

i. permanent weiland;

ii. tijdelijk weiland.

b. voor de voedergewassen, een subgroep met de volgende gewassen :

i. silomaïs;

ii. andere voedergewassen;

iii. peulgewassen;

iv. klavers;

v. luzerne.

2° de gewasgroep 2, genoemd "tuinbouw en boomteelt", die samengesteld is uit de volgende gewassen :

a. groenteteelt in volle grond;

b. groenteteelt onder beschermingsafdekking;

c. kwekerijen van fruit- of sierplanten;

d. aromatische planten;

e. medicinale planten;

f. niet-eetbare tuinbouwgewassen;

g. meerjarige fruitteelten;

h. eenjarige fruitteelten;

i. fruitteelt met meer dan 250 bomen/ha;

j. hazelaarteelt;

k. notenbomenteelt;

l. hopteelt;

m. aanplanting van wijstokken.

3° de gewasgroep 3, genoemd "grote eenjarige teelten", die samengesteld is uit de volgende gewassen :

a. granen;

b. koolzaad;

c. boekweit;

d. kanariezaad;

e. korrelmaïs;

f. zonnebloempitten;

g. sojabonen;

h. vlas;

i. hennep;

j. eiwithoudende gewassen;

k. mengsels van eitwithoudende gewassen en granen;

l. cichorei;

m. aardappelen;

n. bieten;

o. angelica;

p. netel voor voedselproductie;

q. voedergrassen alleen voor de productie van zaaizaden met de biologische productiemethode;

r. perceelsrand.

§ 2. De volgende plantbedekkingen worden uitgesloten van de steun aan de biologische productie :

a. natuurlijke spontane bedekking;

b. bedekkingen voor de bevordering van fauna;

c. bosgewassen met korte rotatie;

d. miscanthusgewas;

e. bebossing van landbouwgrond;

f. kwekerijen van bosplanten;

g. tabakteelt;

h. aanplanting van kerstbomen;

i. bedekkingen met milieudoelinden bezoldigd door private derden, zoals de oppervlakte voor ecologische compensatie aangeplant in het kader van de installatie van windmolens;

j. van de productie ingetrokken aarde.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw en tot opheffing van het besluit van 24 april 2008 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw.

Namen, 3 april 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

C. DI ANTONIO

Bijlage 2. — Steunbedragen

Enig artikel. § 1. Voor de overeenkomstig artikel 3 bepaalde drie gewasgroepen wordt het bedrag van de steun per oppervlaktenschijf vastgesteld.

1° voor de in artikel 3 bedoelde gewasgroep 1 wordt het bedrag van de steun bepaald volgens de omvang van de totale oppervlakte van het geheel van de betrokken percelen :

a. 275 euro/ha voor de eerste 32 ha;

b. 150 euro/ha boven de 32ste ha tot de 64ste ha;

c. 75 euro/ha boven de 64e ha.

2° voor de in artikel 3 bedoelde gewasgroep 2 wordt het bedrag van de steun bepaald volgens de omvang van de totale oppervlakte van het geheel van de betrokken percelen :

- a. 750 euro/ha voor de eerste 14 ha;
- b. 450 euro/ha boven de 64e ha.

3° voor de in artikel 3 bedoelde gewasgroep 3 wordt het bedrag van de steun bepaald volgens de omvang van de totale oppervlakte van het geheel van de betrokken percelen :

- a. 450 euro/ha voor de eerste 32 ha;
- b. 325 euro/ha boven de 32ste ha tot de 64ste ha;
- c. 250 euro/ha boven de 64e ha.

§ 2. Het bedrag van de conversiesteun bedoeld in artikel 5 wordt vastgesteld per schijven van de totale oppervlakte van het geheel van de percelen die per groepen omgezet moeten worden.

1° voor de in artikel 3 bedoelde gewasgroep 1 :

- a. 425 euro voor de eerste 32 ha;
- b. 300 euro boven de 32e ha tot de 64ste ha;
- c. 225 euro boven de 64e ha.

2° voor de in artikel 3 bedoelde gewasgroep 2 :

- a. 900 euro voor de eerste 14 ha;
- b. 600 euro boven de 64e ha.

3° voor de in artikel 3 bedoelde gewasgroep 3 :

- a. 600 euro voor de eerste 32 ha;
- b. 475 euro boven de 32e ha tot de 64ste ha;
- c. 400 euro boven de 64e ha.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw en tot opheffing van het besluit van 24 april 2008 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw.

Namen, 3 april 2014.

De Minister-President,
R DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2014/27150]

1^{er} AVRIL 2014. — Arrêté ministériel relatif à la carte de visite et aux indicateurs de performance des services de distribution d'eau et abrogeant l'arrêté ministériel du 12 octobre 2007

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Vu le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, notamment les articles D.4, D.228, R.18, R.19, R.30 et R.308bis-34;

Vu l'arrêté ministériel du 12 octobre 2007 relatif à la carte de visite et aux indicateurs de performance des services de distribution;

Considérant qu'il est nécessaire de préciser, compléter et simplifier les formulaires relatifs à la carte de visite et aux indicateurs de performance des services de distribution afin de permettre au Comité de contrôle de l'eau d'accomplir pleinement les missions qui lui sont dévolues, d'augmenter la fiabilité et l'authenticité des informations dont il dispose et de diminuer la charge de travail des différents intervenants;

Sur proposition du Comité de contrôle de l'eau,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour le 30 juin de l'année qui suit l'exercice, concomitamment au dépôt du plan comptable, les opérateurs soumis aux dispositions du chapitre 1^{er}bis du titre II de la partie III de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, déposent au secrétariat du Comité de contrôle de l'eau une carte de visite selon le modèle en annexe I^{er} du présent arrêté et un tableau des données nécessaires à l'élaboration des indicateurs de performance selon le modèle en annexe II du présent arrêté.

Art. 2. Le Comité de contrôle de l'eau veille à se procurer auprès de la Société publique de Gestion de l'Eau et de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, Département de l'Environnement et de l'Eau, du Service public de Wallonie, les informations et données visées à l'article 1^{er} pour chaque opérateur lorsqu'ils en disposent. Le Comité de contrôle de l'eau diffuse ces informations aux opérateurs au plus tard le 7 mai de l'année qui suit l'exercice.

Art. 3. L'arrêté ministériel du 12 octobre 2007 relatif à la carte de visite et aux indicateurs de performance des services de distribution est abrogé.

Art. 4. L'article 1^{er} s'applique à compter de l'exercice 2013.

Namur, le 1^{er} avril 2014.

Ph. HENRY